T2137-643-8,00 F

ISSN 0026-9433

C.I.R.

CATALOGUE DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (3e PARTIE)

hebdo le monde libertaire

de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°643 JEUDI 25 DÉCEMBRE 1986 8,00 F

A.F.P., S.N.C.F., E.D.F., R.A.T.P...

AMER NOËL POUR LES PATRONS !

GRÈVES

Hiver chaud à la S.N.C.F. et à l'A.F.P. Les remous du mouvement étudiant ?
PAGE 3

RÉPRESSION

L'attentat contre Peyrefitte sert les intérêts de l'Etat.
PAGE 6

NUCLÉAIRE

Vers un Tchernobyl à la française ? Les réactions autour de Cattenom...
PAGE 9

communiqués

• MONTARGIS
Un groupe F.A. est en formation sur l'Est du Loiret et Montargis. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• LILLE
Ventes du « Monde libertaire » : certaines permanences seront probablement suspendues pendant les congès de fin d'année. Voici d'autre part le programme de la « Voix sans maître » (tous les vendredis, de 21 h à 23 h, sur Radio Campus [99.6 MHz]) : pas d'émission le 26 décembre et le 2 janvier ; « Féminisme et antimilitarisme », le 9 janvier : « Anthologie de l'année 1986 », le 16 janvier 1987.

• AUBENAS
Le groupe d'Aubenas invite tous les libertaires de la Basse-Ardèche et du Sud de la Drôme intéressés par la propagation des idées anarchistes à prendre contact avec lui, en écrivant au Cercle d'études sociales, B.P. 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

• TOULON
Le groupe « Région toulonnaise » organise vendredi 9 janvier, à 20 h 30, à la salle Mozart à Toulon, une réunion-débat sur le thème « Le Coral et les lieux de vie », avec Claude Sigala. Projection films vidéo (courts métrages) : « Un lieu de vie : le Coral » et « Trajet d'un accueilli d'urgence ». Claude Sigala dédicacera son ouvrage, « Vivre avec le Coral », à cette occasion. Participation aux frais : 10 F.

• MARSEILLE
L'exposition de la Fédération anarchiste sur la révolution espagnole est visible au local du groupe de Marseille (11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille) durant tout le mois de décembre, lors des permanences du samedi de 14 h à 17 h.

• PARIS
Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — **Allier :** Moulins — **Ardèche :** Aubenas — **Bouches-du-Rhônes :** Marseille — **Charente-Maritime :** Marennes/Rochefort — **Côte-d'Or :** Dijon — **Doubs :** Besançon — **Eure-et-Loire :** Chartres — **Finistère :** Brest — **Gard :** Groupe du Gard — **Haute-Garonne :** Toulouse — **Gironde :** Bordeaux (trois groupes) — **Hérault :** Béziers — **Ille-et-Vilaine :** Rennes — **Indre-et-Loire :** Tours — **Loire :** Saint-Etienne — **Loiret :** Montargis — **Lot-et-Garonne :** Agen — **Maine-et-Loire :** Angers, Saumur — **Manche :** Cherbourg — **Moselle :** Metz — **Nord :** Lille, Dunkerque — **Oise :** Beauvais — **Orne :** Flers/La Ferté-Macé — **Pas-de-Calais :** Boulogne, Lens — **Pyrénées-Orientales :** Perpignan — **Seine-Maritime :** Dieppe, Le Havre, Rouen — **Somme :** Amiens — **Var :** Groupe Région-toulonnaise — **Vienne :** Poitiers — **Yonne :** Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice — **Ardèche :** Tournon — **Ardennes :** Charleville-Mézières — **Aveyron :** Sainte-Affrique, Millau — **Bouches-du-Rhône :** Aix-en-Provence, Arles — **Charente :** Angers — **Charente-Maritime :** Saintes — **Cher :** Vierzon — **Corse :** Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — **Côtes-du-Nord :** Saint-Brieuc — **Doubs :** Haut-Doubs — **Gironde :** Saint-Médard-en-Jalles — **Hérault :** Montpellier — **Ille-et-Vilaine :** Saint-Malo — **Isère :** Bourgoin-Jallieu — **Jura :** Roche-lez-Beaupré — **Loir-et-Cher :** Blois — **Mayenne :** Laval — **Morbihan :** liaison du Morbihan — **Nord :** Douai — **Oise :** Noyon — **Bas-Rhin :** liaison du Bas-Rhin — **Savoie :** Chambéry — **Tarn :** Albi — **Var :** Hyères, La Seyne-sur-Mer — **Vendée :** La Roche-sur-Yon — **Vosges :** liaison des Vosges.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque banquaire Mandat-lettre
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et **4 F** en timbres poste

éditions

• AFFICHE
L'administration et les relations interieures de la Fédération anarchiste viennent d'éditer une affiche en soutien au « Monde libertaire », disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 0,60 franc l'unité (au-dessus de 50 exemplaires).

• AFFICHE

Le groupe de Brest a édité une affiche 65 × 92. Prix à l'unité : 10 F. Au-dessus de 10 exemplaires, prix à l'unité : 1,20 F.

• BOURGOIN
La liaison F.A. et le Collectif anarchiste de Bourgoin (Isère) publient depuis 1982 « Contre vents et marées », journal d'humeur anarchiste qui se veut lieu de réflexions et d'échanges. Par le biais de leur journal, la liaison et le collectif poursuivent plusieurs objectifs : vulgariser sur un plan local la pensée anarchiste ; créer localement toujours une mouvance anti-autoritaire ; développer un sens critique sur tout ce qui nous touche.

Nous faisons donc appel à tous les libertaires de la région iséroise à venir collaborer au journal et à nous contacter. « Contre vents et marées », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• EDITION
Des bandeaux sont disponibles à la librairie du Monde libertaire (0,20 F l'unité), ainsi que des tracts F.A. « Le libéralisme n'est pas la liberté » (les 100 ex. : 5 F).

• ENVELOPPES
Deux enveloppes ont été éditées : l'une à propos de Michel Bakounine et l'autre de Louise Michel. Elles sont mises en vente au prix de 1,50 F l'unité, 1,20 F à partir de 10 ex., 1 F (50 ex.), 0,80 F (100 ex.) et disponibles à la librairie du Monde libertaire.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes — **PAGE 3, Luttes :** Editorial, Grèves à la S.N.C.F., Amis lecteurs — **PAGE 4, Luttes :** Grève en sous-sol à la F.N.A.C., Bande dessinée — **PAGE 5, Luttes :** Lettre au père Noël, La Lorraine s'enrhume, Grève à l'A.F.P., C.G.T. ou P.C. ? — **PAGE 6, Société :** Lettre ouverte à Pasqua, Contrôles d'identité, Jussieu — **PAGE 7, Dans le monde :** Situation au Tchad, Rambo et le Nicaragua — **PAGE 8, Dans le monde :** Soubressauts dictatoriaux à Prétoria, Les pantins de Pantin, Quand les Blancs quittent le navire — **PAGE 9, Relations internationales :** A propos de la centrale nucléaire de Cattenom — **PAGE 10, Archives :** La Tchéka en Espagne — **PAGE 11, Expressions :** Lettre ouverte à un jésuite, Pierre Desproges, Programmes de Radio-Libertaire — **PAGE 12, Société :** U.N.E.F.-I.D. : corporatisme toute !, Le beurre et l'argent du beurre, Commission «réforme » de Jussieu, Nouvelles de François Rigal, Mort de Malik : de qui se moque-t-on ?

Permanence du secrétariat aux relations intérieurs :
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.

• ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTE-MARITIME
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

• FINISTÈRE
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

• GARD
Groupe du Gard : permanence au local situé 16, rue des Orangers, Nîmes, tous les 1er et 3e vendredis du mois de 17 h 30 à 19 h.

• HAUTE-GARONNE
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE
Groupes « Durruti » et « Pépin Cadavre » de Bordeaux : permanence tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT
Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE
Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).

• LOIRE-ATLANTIQUE
Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE
Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

• MANCHE
Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD
Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 12 h 30, sur le marché de Wazemmes (rue Racine) ; les mercredis, de 12 h 30 à 14 h, dans le hall de l'université de Lille III (M° Pont-de-Bois) ; et les vendredis, de 17 h 30 à 18 h 30, devant la gare S.N.C.F. Adresse postale du groupe : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex)

• PYRÉNÉES-ORIENTALES
Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• SEINE-MARITIME
Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.
Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• VAR
Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Editorial

LA gauche, éternellement à la recherche de grandes causes humanitaires à défendre, avait rejoint la droite éternellement et viscéralement anticommuniste primaire il y a quelques années lors de l'affaire Sakharov. Ce bon bougre, dissident notoire, avait rejoint la longue liste des exilés de l'intérieur, des parias, des déshonnorés, ceux sur lesquels l'Etat soviétique avait craché après les avoir adorés. Sakharov vient d'être autorisé à se rendre à Moscou. La gauche et la droite s'esbaudissent de concert. Voilà un beau succès des droits de l'homme, mais surtout de la « real politik » au pays du fascisme rouge.

Certes, certes. Mais tout cela ne doit pas nous faire oublier que le dissident le plus célèbre du monde reste l'un des pères de la bombe atomique soviétique. Comment ne pas oublier qu'un tel individu a passé une bonne partie de sa vie à mettre au point un engin capable en quelques secondes de vitrifier des corps humains et de détruire toute trace de vie. L'exil est un sort bien funeste, la bombe aussi. Surtout la bombe. Et bien de ceux qui l'ont prise sur la gueule à Hiroshima peuvent en témoigner. Sakharov, lui, n'a fait qu'améliorer le système. Mais enfin, il passera Noël en famille. La gauche et la droite battent des mains. Mais qu'importe, Sakharov serait resté en exil que le caviar aurait été mangé quand même.

Ce ne sont plus les causes humanitaires qui vont manquer : Semaine de la bonté, Restos du cœur, etc. Toutes sortes de choses culpabilisantes et spectaculaires à travers lesquelles le bon petit peuple pourra s'affranchir de son égoïsme en versant quelques francs dans la sébile. C'est pour nos pauvres. Nous en avons aussi, vous savez...

S.N.C.F.

Rail bol !

LA mobilisation massive des guichetiers travaillant sur terminaux a fait reculer la direction de la S.N.C.F. : confirmation leur a été donnée le 19 décembre dernier que « *tous les agents qui bénéficient à l'heure actuelle d'une indemnité de saisie la conserveraient aussi longtemps qu'ils resteront dans les mêmes fonctions* ».

Des économies tous azimuts

La direction de la S.N.C.F. avait décidé de supprimer l'indemnité de saisie (d'environ 300 F mensuels) pour les agents travaillant sur terminaux. Le motif invoqué était la généralisation de l'informatique dans ces services. Or, statutairement, la S.N.C.F. ne peut appliquer de mesures qu'après consultation et accord d'au moins une organisation syndicale. Est-ce un hasard ? Le texte a été signé le 21 octobre par la seule C.G.C. — décidément toujours à la pointe du combat ! —, les autres organisations syndicales étant, à cette date, mobilisées sur la défense de l'emploi (huit à dix mille suppressions d'emplois sont programmées chaque année).

La suppression de l'indemnité de saisie visait des agents dont le salaire est de l'ordre de 5 500 F. D'autre part, les usagers ne seront pas épargnés par cette vague d'austérité : la S.N.C.F. envisage que la réduction de congé annuel passe de 30 à 25%, en seconde classe uniquement, et l'augmentation prévue des abonnements sera de 25% en un an.

La première réaction a eu lieu lors d'une réunion de la S.N.C.F. concernant les objectifs commerciaux à atteindre. A cette occasion, la direction a félicité les « bons vendeurs » (sic). C'est alors que l'un des deux cents représentants des guichetiers de la région Paris/Saint-Lazare a interpellé la direction sur les thèmes de l'indemnité de saisie, du déroulement de carrière et de l'attribution laborieuse des congés de fin d'année. La première erreur tactique de la direction a été de ne pas répondre à cette intervention.

Plus de réservation

Dans un premier temps, la C.F.D.T. a essayé de sensibiliser les travailleurs concernés en leur proposant de signer une pétition et d'effectuer un arrêt de travail de 8 heures le 11 décembre. La pétition ayant été massivement signée, l'assemblée générale C.F.D.T.-C.G.T. du 8 décembre décida d'une forme d'action originale : puisque la direction supprime une partie du salaire, les travailleurs n'assureront qu'une partie du service (à savoir les prestations, mais plus les réservations).

Il faut savoir que 60% des réservations sont assurées par les six gares de tête (gare de l'Est, du Nord, d'Austerlitz, de Lyon, Montparnasse et Saint-Lazare). A titre d'exemple, soixante mille à quatre-vingts mille personnes utilisent le T.G.V. chaque jour et les réservations sont obligatoires.

Le 9 décembre, trois premières gares (Saint-Lazare, Paris sud-est et Paris-Montparnasse) se mettent en grève. La direction de la S.N.C.F. propose immédiatement par télex une discussion... dès le 1er mars 1987 ! Le 10 décembre, la gare du Nord, Lille et Rouen emboîtent le pas. La direction est d'autant plus embarrassée qu'elle vient de lancer une campagne de publicité télévisée vantant des services... qui ne sont plus assurés du fait de la grève. Deuxième télex de la S.N.C.F. : le projet est reporté et sera discuté en janvier. Le 11 décembre, l'ensemble des têtes de ligne se joint à la grève. Le 12, la province suit le mouvement. La région de Dijon démarre en plein week-end du 13.

A ce stade de la lutte, il paraît intéressant de signaler l'attitude de la C.G.T. qui freine des quatre fers : elle estime inopportun et contraire à l'esprit du service public de perturber les départs en vacances. Le 15 décembre, le mouvement est quasi général : Clermont-Ferrand, Toulouse, Limoges se sont ralliés au grévistes. La direction tente alors une dernière fois de reporter les négociations à la réunion paritaire du 7 janvier, initialement prévue sur la grille des salaires. Mais la mobilisation n'ayant pas faibli, la direction cède définitivement le 19 décembre, revenant sur son projet de supprimer l'indemnité de saisie.

Des suites ?

La mobilisation est-elle définitivement arrêtée pour autant ? Non, car à l'heure où les guichetiers des terminaux interrompaient leur mouvement, l'assemblée générale des agents de conduite votait un arrêt de travail reconductible à partir du 20 décembre à minuit. Leurs revendications portent essentiellement sur les conditions de travail, « *la règlementation n'ayant pas évolué depuis l'époque des trains à vapeur* ».

On ne peut que se féliciter de cette soudaine combativité. Les termes « démocratie directe » et « A.G. souveraine » étant réapparus « spontanément » lors de ces luttes. Spontanément ? Pas si sûr ! Ce sont ces mêmes notions qui ont soudé le mouvement étudiant et lycéen pendant ces dernières semaines. « *La pause ? Quelle pause ?* », titrait la semaine dernière le *Monde libertaire*. Il semble bien que nous assistions à une jonction entre la contestation étudiante et ouvrière.

NICOLAS

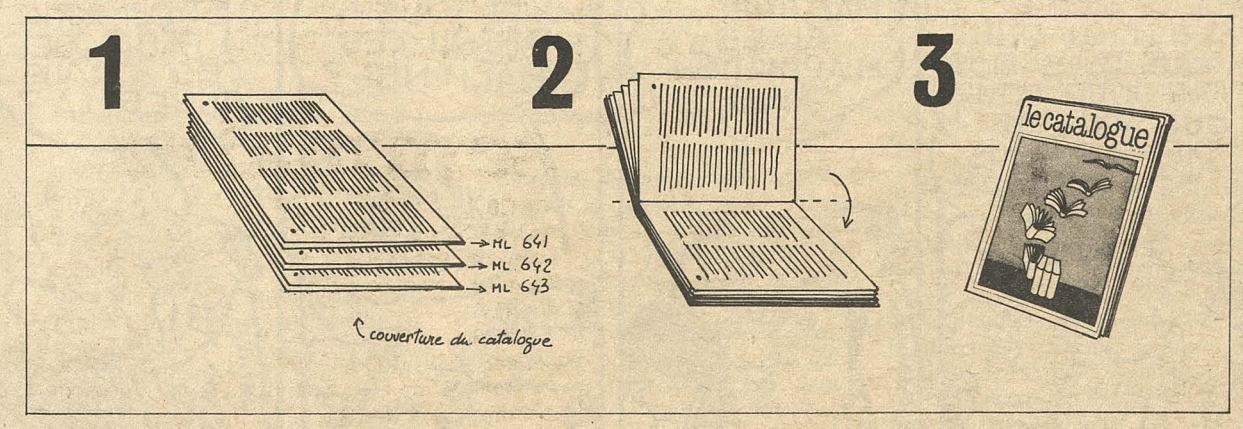
Amis lecteurs

LA parution pour la seconde fois cette année du catalogue de la librairie du Monde libertaire réponds à une double volonté de notre part : une mise à jour réelle de notre fonds librairie, conséquence d'un suivi plus fidèle de l'édition et mieux faire connaître la librairie du M.L., par là même contribuer à soutenir les œuvres de la Fédération anarchiste.

Quatre mille titres, regroupés en cinquante-cinq rubriques, sont disponibles actuellement à la librairie. Toutefois nous tenons à préciser qu'entre deux parutions du catalogue, certains ouvrages peuvent ne plus être disponibles et que des augmentations, parfois importantes, peuvent survenir.

La parution prochaine d'un catalogue « disques, cassettes et bandes dessinées » vous permettra, amis lecteurs, de compléter vos achats à la librairie du Monde libertaire.

Les permanents de la librairie
Laurent, Philippe



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

Grève en sous-sol à la F.N.A.C.

NOUS vous présentons cette semaine la première partie d'une émission qui a eu lieu samedi 13 décembre sur Radio-Libertaire, dans le cadre de « Chronique syndicale ». Trois invités de la C.G.T.-F.N.A.C. y étaient conviés pour parler des négociations salariales rompues avec la direction. Mais l'actualité ayant été marquée par une grève le jour même, cette partie porte sur les raisons de ce mouvement. La suite... la semaine prochaine !

Le Comité de rédaction

— **Radio-Libertaire :** *Avant de parler de vos négociations salariales... la chaude actualité, puisque ce matin (samedi 13 décembre) les clients se sont cassés le nez devant les portes du magasin du Forum (des Halles). Que s'est-il passé ?*

— **Ch. :** Eh bien, nous nous excusons auprès de nos chers adhérents et clients qui, effectivement, ont trouvé porte close à 9 h 45 ce matin, tout simplement parce que nous avons été en grève pendant deux heures. Comme nous avons débrayé cette semaine à la F.N.A.C., car nous appelions à participer à la manifestation nationale de mercredi (10 décembre) à partir de 14 h, place Denfert-Rochereau, la direction a décidé de ne pas nous payer nos heures supplémentaires du 6e jour. Elle nous demande de venir un 6e jour par semaine en décembre pour assurer la vente avec un maximum de vendeurs dans le magasin...

— **R.L. :** *En théorie, vous travaillez cinq jours par semaine, sauf en décembre où vous êtes tenus de travailler sur les six jours d'ouverture.*

— **Ch. :** Exactement, nous travaillons un 6e jour et les heures effectuées sont payées à 150%, cela fait partie de la convention collective qui a été négociée il y a un an et demi. La direction a décidé de revenir sur ce paiement majoré du 6e jour à partir du moment où le personnel n'avait pas effectué 37 heures dans la semaine (36 h au Forum, car nous bénéficions d'une heure de travail en moins pour pénibilité du fait du travail en sous-sol). Ainsi les gens qui avaient débrayé 4 heures cette semaine, par exemple, pour se rendre à la manifestation de mercredi après-midi et qui faisaient 8 heures supplémentaires aujourd'hui (qu'ils travaillent à plein temps ou à temps partiel) n'étaient donc pas payés 8 heures à 150%, mais 4 heures à 100% (puisqu'ils avaient débrayé 4 heures dans la semaine) et 4 heures à 150%.

Le personnel, vu cette nouvelle interprétation de notre convention d'entreprise, a décidé de se mettre en grève à l'issue d'une assemblée générale pour faire réfléchir notre cher directeur des « relations humaines ». Nous avons débrayé 2 heures, finalement il a changé ses lunettes et a lu la convention d'une autre manière... maintenant c'est réglé. Nous serons bien payés à 150% pour les heures supplémentaires du 6e jour en décembre.

— **R.L. :** *Il n'y a pas de petits profits... Le premier prétexte a été bon pour ne plus appliquer cette clause du samedi.*

— **Ch. :** Oui. De toute manière, cela concernait cette semaine les gens qui avaient fait grève mercredi. Effectivement, c'était le moment fort l'après-midi avec la fin des manifestations étudiantes. Mais cela concerne aussi tout le personnel, car hormis le motif de la grève il peut y avoir quinze mille raisons d'être absent une heure ou deux dans la semaine. Il suffit d'être malade un matin pour se voir sanctionné et payé à 100% au lieu de 150%. En fait, les gens qui avaient fait grève mercredi l'auraient doublement payée. Les heures de grève étant défalquées du total hebdomadaire, il s'agissait bien d'heures de grève à 150%, ce qui n'est pas normal !

— **R.L. :** *La légère pression économique que vous avez exercé ce matin a vite fait comprendre à votre employeur préféré que son intérêt à lui, éventuellement le vôtre aussi, était de céder rapidement pour que le magasin rouvre et que les achats de Noël puissent se faire.*

— **Ch. :** Exactement. D'autant plus que le personnel qui a débrayé mercredi devait représenter environ 200 personnes, ce qui n'est pas rien, mais que le nombre de personnes concernées par ce 6e jour représentait peut-être le tiers d'entre eux. Si la direction générale avait pris sa calculette vendredi soir et avait vu ce que cela lui coûterait de payer ces heures à 150%, elle se serait bien vite aperçu que le compte était vite fait. Alors que ce matin, la direction du magasin a évalué la perte à 4 millions de francs en deux heures. Je crois que l'on peut raisonnablement couper la poire en deux et dire que la F.N.A.C. a perdu 2 millions de francs. Mais il a fallu deux heures pour qu'ils réalisent cela... Heureusement pour eux.

— **R.L. :** *Un million de l'heure, c'est un revenu fort intéressant !*

— **Ch. :** Pour notre direction, oui !

— **R.L. :** *Je crois que la première grève de la semaine était liée à d'autres motivations, dont la répression policière qui a été vécue la semaine précédente par les étudiants.*

—**J. :** Pour faire un bref historique de ce qui s'est passé à la F.N.A.C. ces derniers jours... Bien avant la répression policière, le mouvement étudiant a représenté pour nous une bouffée d'air frais dans tout ce marasme social et politique qu'on vit depuis quelques années. Dès le 27, bon nombre de copains de la F.N.A.C. débrayaient déjà ponctuellement pour participer aux manifestations.

Au niveau syndical, en ce qui concerne la C.G.T. et également la C.F.D.T., nous avons pris position très rapidement dans le conflit qui opposait les étudiants et les lycéens au gouvernement. Nous nous y sommes inscrits en appelant à toutes les manifestations, celle du 27, puis celle du 4, du 5 et du 6 décembre. Nous avons essayé le plus rapidement possible, dès que nous avons appris la mort de Malik, d'intervenir à la F.N.A.C. Dès 9 heures du matin, nous avons au niveau de l'intersyndicale rédigé un communiqué de presse de soutien qui a été diffusé aux agences de presse. On a édité un badge qui a été distribué au personnel en signe de deuil et, enfin, on a appelé à débrayer pour participer à la manifestation.

Pour en revenir au conflit, cela concernait la journée du mercredi, mais aussi celle de lundi où un débrayage d'une heure a été suivi très majoritairement dans les trois établissements. Cela montre bien l'importance du mouvement étudiant dans les entreprises. Notamment par rapport à la prise de conscience d'une modification notable de tout le fonctionnement « démocratique » qui régit actuellement le pays. Mercredi, beaucoup de gens ont manifesté par rapport à la mort de Malik et aux répressions policières, mais aussi parce que c'était la première fois depuis longtemps que nous avions la possibilité en tant que travailleurs de nous retrouver dans la rue avec les lycéens et les étudiants... non plus dans un souci corporatiste, mais d'une manière beaucoup plus large par rapport au cadre général de tout ce qui se passe actuellement.

— **R.L. :** *Vous aussi, dans votre entreprise, avez ressenti le détonateur social qu'a été ce mouvement estudiantin et la répression policière qu'il a déclenchée.*

— **J. :** Oui. Un étudiant a donné une excellente définition en disant : « Ce qui est paradoxal dans notre mouvement, c'est que notre apolitisme a abouti à notre politisation ». Je crois que cela a été très fortement ressenti par les gens. Les mots d'ordre lors des différentes manifestations ont évolué au fur et à mesure que la répression se faisait sentir et que le pouvoir était remis en cause en tant que pouvoir par rapport à un ministre du gouvernement.

— **R.L. :** *Est-ce que les modes d'organisation des étudiants vous ont interpellé dans votre fonctionnement de section ou en assemblée générale ? Par rapport à ces mandats impératifs, à ce refus d'étiquette idéologique par trop marquée...*

— **J. :** Pas directement. On n'a pas eu de discussions à ce niveau-là. Depuis longtemps à la F.N.A.C., on essaie d'avoir une pratique syndicale et des tenues d'assemblées générales les plus démocratiques possibles. Les organisations syndicales n'ont jamais essayé d'imposer quelque chose et tout s'est toujours fait après discussion. Là où cela nous a peut-être interpellé, c'est que l'on s'est un peu retrouvé dans ce mode de structuration, c'est-à-dire non plus d'une direction, syndicale ou autre, qui impose des mots d'ordre, mais plutôt d'une structuration qui émane de la base et qui se fait à partir des motivations des gens et des réalités de l'entreprise.

— **R.L. :** *Donc, comme on l'a constaté partout, une forte mobilisation et aussi une émotion importante, au-delà de la politisation telle que l'entend la droite, et quelquefois la gauche.*

(Propos retranscrits par le Comité de rédaction)

Bédé

DE LONGWY A FLORANGE

La Lorraine s'enrhume

LES gouvernants passent et, avec eux, les patrons de la sidérurgie. Dans l'automne politicien, les promesses se ramassent comme des feuilles mortes. Les temps ne changent pas vraiment. L'hiver social vient encore une fois frapper la Lorraine industrielle.

Dans la nuit embrumée du matin, à l'heure où les ouvriers attendent leur bus, git l'éternel cri de colère des sidérurgistes lorrains, ce S.O.S. planté tout en haut du crassier de Longwy, écho des luttes parfois violentes de l'année 1979. 1979, 1984... et maintenant 1986, même combat. L'avenir est aussi brouillé que l'eau de nos rivières.

Encore et toujours les licenciements

Au cœur des vallées sidérurgiques, sur les bords de la Chiers, à Longwy ou à Rehon, dans la vallée de la Fensch, entre Knutange, Hayange et Florange, dans la vallée de la Moselle, à Thionville ou à Neuves-Maisons, et dans la vallée de l'Orne, entre Rombas et Hagondange, les travailleurs ont appris sans vraiment beaucoup de surprise les dispositions du nouveau plan « social » annoncé récemment par Francis Mer, le nouveau P.-D.G. des groupes industriels Usinor et Sacilor, qui prévoit 20 000 suppressions d'emplois d'ici à la fin de 1988. Vont être également touchées deux autres entreprises sidérurgiques de cette région, la Sollac et Unimétal. Partout on prévoit une diminution importante des effectifs. Ainsi ceux de Sollac vont passer, d'ici à fin mars 1988, de 9 940 salariés à 8 000 et ceux d'Unimétal de 9 140 à 6 300 avant la fin de 1987. Dans ces suppressions d'emplois, beaucoup de mises à la retraite anticipée (à 50 ans) et puis des congès formation-conversion que les syndicats (C.F.D.T. et C.G.T.) considèrent en fait comme des « *licenciements couverts* ».

Fort mécontentement des ouvriers de la Sollac car leur direction a mis en place une opération « Delta » montée par un cabinet d'experts américains qui propose des économies de 40% avec réduction d'emplois et blocage des salaires. En même temps, les services publicitaires de la Sollac dépensent sans compter pour voir la marque imprimée sur les maillots des joueurs du Football-Club de Metz. Du fric pour le foot et le pied au cul pour les ouvriers !

La riposte...

Dans ces régions déjà si durement touchées par la crise économique, où comme dans la vallée de la Fensch par exemple 55 à 65% des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage, ce nouveau projet patronal (et gouvernemental) est considéré comme le coup de grâce porté à la Lorraine industrielle. La présence de chômeurs aux côtés des étudiants et des lycéens récemment était assez symptomatique de l'état économique dans lequel se trouve la région.

Depuis l'annonce de ce plan « social » et avant même de connaître dans le détail les dispositions de celui-ci, les syndicats de la sidérurgie avaient déjà préparé et organisé la riposte. Plusieurs actions de protestation ont déjà eu lieu autour des sites touchés, tant à l'initiative de la C.G.T. que de la C.F.D.T. ou de Force ouvrière. Ainsi, le 9 décembre, entre trois et quatre mille personnes ont manifesté dans les rues de Longwy pour protester contre les suppressions d'emplois. Cette manifestation, à laquelle participaient également des préretraités et des ouvriers en congés formation-conversion, a été considérée par le responsable C.G.T. d'Unimétal, Fernand Tibéri, comme « *la plus forte manifestation à Longwy depuis les événements de 1984* ».

A Florange, le 16 décembre, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., plus de 500 manifestants ont interrompu le comité d'entreprise. Ils protestaient eux aussi contre la nouvelle vague de suppressions d'emplois et également contre l'opération « Delta ». Dans les prochains jours, les syndicats prévoient un certain nombre de nouvelles actions.

Pour l'instant, il est difficile de dire si l'action prendra la tournure des mouvements de protestation de 79 et de 84. En tout cas, il est peu probable que les sidérurgistes se laissent marcher sur les pieds par le patronat et l'Etat. De passage à Thionville, le 29 novembre dernier, pour fêter avec les militants locaux le 10e anniversaire du R.P.R., Edouard Balladur déclarait cyniquement qu'il venait « *éclairer* » les Lorrains pour « *regarder les problèmes en face* ». Et de dire : « *l'avenir est ouvert, le mieux est possible* ».

Les dirigeants méprisent les travailleurs et se foutent aujourd'hui de l'avenir de la Lorraine. Peu importe pour eux de savoir que des milliers de travailleurs passeront les fêtes de fin d'année dans l'incertitude complète du lendemain. « *79-84, même combat !* », disaient en 1984 les sidérurgistes de Longwy. 1986, 1987... affaire à suivre !

DIOGÈNE

Manifestation de sidérurgistes

Cher père Noël

Comme chaque année à cette époque, je t'écris pour t'exposer ma liste de cadeaux revendicatifs. Cette année, j'ai été sage et j'ai bien écouté papa Krasu qui est pour moi « moins effet Maire » que Bergeron. Mes actions non encore privatisées ont été mobilisatrices, de masse et sans lendemain qui déchante.

J'ai fait Bastille-Nation trois fois, République/Palais-Royal quatre fois, et Invalides-Matignon une fois. Tu vois, j'ai été un bon militant. Si j'avais pu, j'aurais mieux fait, mais y'a toujours Edmond qu'a peur d'un nouveau 68, Georges qui sonne désespérément le tocsin et André qui cherche toujours du grain à moudre. Alors, pour continuer la lutte, ça craint !

D'accord, y'a Pasqua-Pandraud les « conjoints », Chalandon le ministre de l'Injustice, Chirac dit Jacques-la-pause. Ça facilite un peu l'action. Ça permet aux lycéens et aux étudiants de descendre dans la rue, mais ça réveille pas forcément les majorités silencieuses — sauf Le Pen qui n'est pas majoritaire et qui ferait mieux de se taire.

Bien. Venons-en aux « fêtes » ! Pour Noël et l'année prochaine, je voudrais : une grève générale expropriatrice et gestionnaire ; une société sans classe, sans Etat, sans Pasqua et sans peur ; une semaine de travail de 30 heures hebdomadaires, sans flexibilité, sans travail de nuit (en attendant mieux !), sans chef, petit chef et sous-chef ; une panoplie sans uniforme, ni de militaire, ni de militants politiques d'avant-garde éclairée, ni de syndicaliste moderniste.

Enfin je voudrais, pour terminer, vous prévenir que si vous ne voulez pas me les donner ces cadeaux, je les prendrai moi-même. D'abord parce que je ne crois plus au père Noël et que ce que je veux et que j'aurai, c'est une société sans Dieu, ni maître ni père Noël...

(Texte lu à la « Chronique syndicale » (Radio-Libertaire) du 20 décembre 1986.)

C.G.T. ou Parti communiste ?

QUE se passe-t-il à l'atelier S.N.C.F. d'Hellemmes dans la banlieue lilloise ? Ce n'est vraiment pas en lisant l'*Humanité* du vendredi 19 décembre que l'on pourra précisément l'apprendre. Bien sûr, on est informé que Marie-Christine Ménard, employée dans cet atelier, se présente pour un mandat de déléguée et que ses collègues masculins (quinze fois plus nombreux que les femmes) accueillent d'abord avec réticence qu'une femme ait un mandat de délégué.

Si chez les autres militants de la C.G.T. « *les à priori tombent rapidement, le chef du bureau, de groupe, de section, d'administration et d'établissement cherchent par tous les moyens à la briser. Mais elle tient bon et adhère au Parti communiste, ce qui est son droit, car comme elle le dit : " j'étoufferais dans cette activité routinière si je n'avais pas le militantisme syndical et politique ".* »

Mais que vient faire à la fin de l'article : « *Il eut été dommage que des " anar-machosyndicalistes " la privent d'un tel épanouissement* » ? Le rédacteur de l'*Humanité* raccourcit-il un débat interne à la section C.G.T. d'Hellemes ou en rajoute-t-il sur le thème de l'anti-anarcho-syndicalisme primaire ?

A moins que des militants du P.C. commencent à penser que le syndicalisme a beaucoup plus de poids quand il est indépendant de l'Etat *et* des partis ? Va savoir !

THIERRY
(Gr. Pierre-Besnard)

ÉCOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

A.F.P. : raison d'Etat ?

S'IL faut en croire la manchette du *Figaro* du jeudi 18 décembre, l'A.F.P. a connu la crise la plus grave de son existence. C'est ce que Jean Miot (président du Syndicat de la presse parisienne, administrateur de l'A.F.P.) exprimait ainsi dans les colonnes du quotidien fétiche d'Hersant : « *Faire grève, descendre dans la rue, exiger la démission du P.-D.G. : c'est le syndrome Devaquet* » !

OEuvrant pour l'unité étudiants-travailleurs, Jean Miot continuait : « *L'Agence France-Presse est la vitrine de la France donc l'Etat doit payer : c'est le syndrome Renault.* »

En ligne de mire un homme, Henri Pigeat, P.-D.G. de l'agence depuis bientôt dix ans, responsable d'un plan de restructuration (déjà 140 suppressions d'emplois) et (selon les journalistes) de la catastrophique situation financière (60 millions de déficit en 1985, à peu près 10% du chiffre d'affaires). Outre sa fonction, on lui reproche aussi son incompétence professionnelle et, au niveau des journalistes, il a fait l'unanimité C.G.T., C.F.D.T., F.O. et S.N.J. !

L'A.F.P. est-elle un service public ou une entreprise en difficulté ? En deux ans, l'Etat a renfloué la caisse de 160 millions de francs et en fait ne souhaite pas que Reuter ou l'Associated Press se partagent l'héritage de l'A.F.P.

De l'avis du *Nouvel Economiste*, les patrons de presse (surtout ceux de la presse régionale) porteraient leur part de responsabilité dans cette crise. En effet, ils occupent huit sièges sur quinze au conseil d'administration et « *il n'est pas rare que les articles A.F.P. représentent 20 à 30% de la surface rédactionnelle d'un quotidien régional* ».

Sinon les journalistes de l'A.F.P. ont repris le travail le 18 décembre après la démission super-attendue de leur P.-D.G. et la satisfaction de leurs revendications par le conseil d'administration. Une première dans l'histoire de l'agence : 8 jours de grève et une victoire. « *Aucune mesure de licenciement ne sera engagée avant la nommination d'un nouveau président* », ont déclaré après la négociation avec l'intersyndicale trois membres de la direction, chargés par le conseil d'administration des « *affaires courantes de l'agence* ».

Avons-nous bien compris ? Est-ce que des licenciements pourraient à nouveau être décrété par un « *journaliste à l'autorité morale, à l'envergure et aux qualités professionnelles unanimement reconnues (...) nommé à la tête de l'agence* » (1).

Ne poussons pas le bouchon si loin et bornons-nous à remarquer qu'à l'heure où la presse nationale s'achemine vers un mode de production à l'américaine, c'est-à-dire sans ouvriers du Livre, un conflit à l'A.F.P. gênait le gouvernement. Les travailleurs des transmissions de l'A.F.P., qui sont syndiqués à la C.G.T.-Livre, se sont mis à l'écart du mouvement. L'éternelle méfiance des ouvriers du Livre vis-à-vis des journalistes masque le vrai problème : la pluralité de l'information. Si la quasi-totalité de la presse est sous contrôle Hersant, si les journalistes reprennent pour 30 à 40% les articles des banques de données de l'A.F.P., il importe que cette dernière reste indépendante de tout pouvoir politique. Les travailleurs de l'agence, tous, nous l'espérons, en sont conscients.

GÉRONIMO

(1) La Société des journalistes de l'A.F.P, ayant réclamé qu'un tel « profil » soit nommé. L'intersyndicale ayant indiqué qu'elle resterait « vigilante ».

ATTENTAT CONTRE PEYREFITTE

De l'eau au moulin de Pasqua ?

L'ATTENTAT manqué contre Peyrefitte est l'œuvre de « *ceux qui ont soi-disant déclaré la guerre à l'Europe des patrons et des capitalistes* », a martelé Pasqua. Autrement dit, l'œuvre d'Action directe, dont une correspondante anonyme s'est d'ailleurs réclamée. C'est possible, bien que les flics, sans écarter l'hypothèse, n'y croient pas trop.

Action directe ou pas, cet attentat est arrivé juste au bon moment pour permettre au ministre de l'Intérieur de contre-attaquer sur tous les fronts : l'attitude de la police contre les étudiants, l'affaire Chalier, le rôle de l'extrême droite dans les provocations, etc. Pasqua s'en donne à cœur-joie, vitupérant contre les « *marxistes* » qui ont « *manipulé le mouvement étudiant et engendrés les dérapages violents* » ; contre « *les journalistes de gauche* » qui mènent « *des entreprises de déstabilisation contre la cellule antiterroriste, la D.G.S.E. et la D.S.T.* » (Pasqua vise notamment MM. Plenel et Marion du *Monde*) ; contre l'*Humanité*, *Libération*, Polac et autres qui ont laissé entendre que des policiers auraient organisé des provocations lors des manifestations étudiantes (sans blague ?), etc.

Pasqua insiste lourdement sur la « *responsabilité de ceux qui organisent des manifestations dans les violences* », affirme qu'il n'est au courant de rien pour Malik et qu'il faut attendre les résultats de l'enquête. Il claironne qu'un « voltigeur », le brigadier Shmidt, a été suspendu de ses fonctions. Pour violences ? Non vous n'y êtes pas du tout ! Simplement parce que ce flic zélé a perdu son arme de service en ratonnant un jeune sous une porte cochère et ne l'a pas signalé par un procès-verbal ! Pasqua réaffirme haut et fort que « *la police a fait son devoir* » (ça, tout le monde l'aura remarqué !). Il n'y a rien eu « *d'anormal le 4 décembre* », selon lui... sauf quelques visages éclatés par les grenades à tir tendu, mais bon, faut pas chipoter.

Derrière cette avalanche de rodomontades, de contre-vérités, d'hypocrisies cyniques se cachent des actions beaucoup plus concrètes : ainsi Pasqua a fait saisir le film vidéo tourné par T.F.1, qui montre avec précision le rôle joué par les fascistes dans les provocations et la connivence des C.R.S. avec eux. Film qui présente également des images choc sur l'action des « voltigeurs » au quartier Latin, le jour de l'assassinat de Malik. Sous le prétexte de vouloir joindre ce film aux pièces du dossier, Pasqua a voulu éviter que des millions de Français puissent le visionner... Etonnant, hein ? Il faut admettre que le Tartarin qui voulait « *terroriser les terroristes* » fait très fort : il a réussi, en très peu de temps, à se mettre une majorité de journalistes à dos. Ça n'aide pas !

L'attentat contre l'ex-ministre de la Justice de Giscard arrive donc à point. A se demander même s'il n'a pas été organisé juste dans ce but par quelques officines sulfureuses dont l'actuel ministre de l'Intérieur connaît bien le maniement... Il n'est pas interdit de se poser la question, pour qui connaît un peu l'histoire du S.A.C., par exemple.

Il n'en reste pas moins que la popularité de Pasqua bat sérieusement de l'aile. Il a réussi le tour de force de dépasser Le Pen au baromètre de la haine. Lorsqu'il veut désigner « *les anarchistes et les gauchistes de tout poil et de toutes nationalités* » à la vindicte populaire, il se plante lamentablement !

L'utilisation de l'attentat de Provins (dans lequel un employé municipal a trouvé la mort) par Pasqua sera-t-elle un pétard mouillé ? Y a-t-il des gens assez myopes politiquement pour lui apporter une perche aussi inespérée ou bien est-ce l'œuvre de ceux qui souhaitent créer un maximum de psychose pour renforcer et renforcer encore un Etat de plus en plus policier ? Des questions auxquelles, de toute façon, les réponses passeront place Beauvau avant de nous arriver... c'est dire ce qu'il en restera !

GIL

NANTERRE

Des étudiants contre la normalisation

MARDI 16 décembre devait se dérouler une fête à la fac de Nanterre pour sabler la victoire. Cette décision avait été prise en assemblée générale le jeudi précédent. Depuis ce jour, l'administration s'est évertuée en évoquant des prétextes bidons (coût prohibitif du chauffage, de l'électricité, etc.) à faire en sorte que cette soirée ne puisse se tenir.

Des étudiants prirent l'initiative de faire signer une pétition qui recueillit 1 500 signatures. Mardi, un conseil d'administration extraordinaire se réunit et prit la décision de fermer la fac à 20 heures (au lieu de 22 heures), ce qui eut pour conséquence l'arrêt des cours à l'heure dite. Malgré cela des étudiants restèrent à l'intérieur des locaux, pendant que d'autres s'en virent interdire l'accès. Ces derniers (entre 100 et 200) décidèrent alors qu'aucune entrée ni sortie ne s'effectuerait tant que l'accès ne leur serait pas autorisé.

Cependant, une heure après, profitant de l'entrée d'un membre du personnel, les étudiants s'engouffrèrent à sa suite malgré la vive résistance opposée par les vigiles, certains profs et autres responsables administratifs dont le secrétaire général. Notre détermination ainsi affirmée, mais une partie des étudiants demeurant toujours bloquée à l'intérieur, nous décidions de ressortir et de nous regrouper à la cafétaria de la cité universitaire où la fête se tint quand même.

Résultat : 1 blessé côté vigile (1 T.U.C.). Il est clair que l'administration veut anhihiler tout ce qui peut entretenir d'une façon quelconque la continuité d'un mouvement ; cette fête en étant un symbole.

J.C. (Gr. Sabate)

La réforme pénale ne connaît pas de pause et nous étudierons ce que les nouvelles dispositions ont modifié pour l'essentiel. Cette semaine :

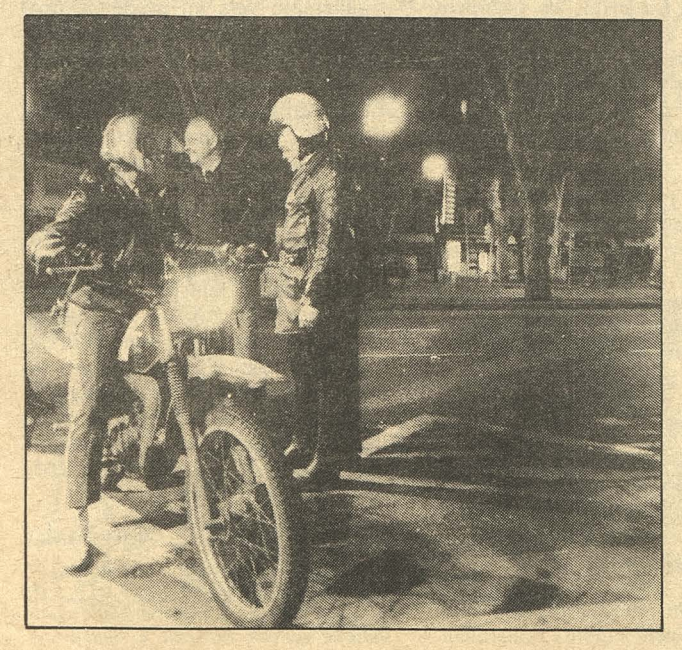
Les contrôles d'identités

La loi du 3 septembre 1986 modifie sensiblement le régime des contrôles et pose le principe selon lequel toute personne se trouvant sur le territoire national doit accepter de se prêter à un contrôle d'identité (art. 78.1 du Code de procédure pénal [C.P.P.]).

1. Qui peut contrôler ?

• Les officiers de police judiciaire (art. 16 du C.P.P.) : les maires et leurs adjoints ; les officiers et les gradés de la gendarmerie ; les gendarmes comptant au moins 5 ans de service, nominativement désignés par arrêté ministériel ; les inspecteurs généraux, les sous-directeurs de police active , les contrôleurs généraux et les commissaires de police.

• Les agents de police judiciaire (art. 20 du C.P.P.) sur ordre des officiers : les gendarmes n'ayant pas la qualité d'officiers de police judiciaire ; les inspecteurs de police de la Police nationale titulaires qui n'ont pas deux ans de service effectif dans ce corps en tant que titulaires ; les enquêteurs de la Police nationale ayant au moins trois ans de service effectif en qualité de titulaires.



• Les agents de police judiciaire adjoints (art. 21 du C.P.P.) sur ordre des officiers : les fonctionnaires des services actifs de la Police nationale autres que ceux visés aux articles 16 et 20 (il en reste ?) ; les agents de la police municipale.

2. Où et quand, la police peut-elle contrôler ?

Contrôles d'identités judiciaires : l'article 78.2 1er alinéa du C.P.P. prévoit que peut être invitée à justifier, par tout moyen de son identité, toute personne à l'égard de laquelle existe un indice faisant présumer :

• qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction ;
• ou qu'elle se prépare à commettre un crime ou un délit ;
• ou qu'elle est susceptible de fournir des renseignements utiles à l'enquête en cas de crime ou de délit ;
• ou qu'elle fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire.

Contrôles d'identités préventifs (les dispositions prévues par la loi du 10 juin 1983 ont été étendues par celle de 1986 qui reprend les termes de la loi du 2 février 1981 dite « Sécurité et Liberté ») : l'identité de toute personne peut être contrôlée pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens (art. 78.2 alinéa 2 du C.P.P.). Autant dire que « prévention » ici donne toute latitude aux sbires chargés de contrôler.

3. Comment justifier de son identité ?

On peut prouver son identité « par tout moyen » (art. 78.2 du C.P.P.), par n'importe quel document mentionnant l'identité (carte d'identité, passeport, permis de conduire, cartes S.N.C.F., carte de sécurité sociale), mais aussi témoignages.

La carte d'identité (dont un projet de modèle « infalsifiable » est à l'étude) n'est toujours pas obligatoire. Les étrangers, eux, sont en plus tenus de présenter des titres ou documents autorisant le séjour en France. Si la personne contrôlée ne peut ou ne veut justifier sur place de son identité, les policiers (ou gendarmes) pourront si nécessaire la conduire dans un local de police pour vérification d'identité.

Vérifications d'identités

1. Au commissariat.

L'individu mené « au poste » doit être immédiatement présenté à un officier de police judiciaire et informé de son droit d'aviser le procureur de la République de la vérification dont il fait l'objet.

Il peut prévenir sa famille ou une personne de son choix. Lorsqu'il s'agit d'un mineur, l'information du procureur de la République n'est plus une faculté mais une obligation. Sauf impossibilité le mineur doit être assisté de son représentant légal (art. 78.3 alinéa 2 du C.P.P.)

2. Durée de rétention.

Limitée au temps strictement nécessaire à l'établissement de l'identité. En aucun cas, la rétention ne peut dépasser quatre heures à compter de l'interpellation. Le procureur peut y mettre fin à tout moment.

3. Prise d'empreintes digitales et photographies.

Dans l'impossibilité de justifier l'identité, l'autorisation du procureur de la République ou du juge d'instruction peut, une fois obtenue, permettre la prise d'empreintes digitales ou de photographies (art. 78.3 du C.P.P.). Selon le texte, cette mesure ne peut être prise que si elle constitue l'unique moyen d'établir l'identité.

En cas de refus de s'y soumettre, l'individu peut être passible d'un emprisonnement de 10 jours à 3 mois et d'une amende de 5 000 à 15 000 F (art. 78.5 du C.P.P.).

4. Etablissement d'un procès-verbal.

Pour toute vérification, l'officier de police doit établir un procès-verbal sur lequel il mentionne :

• les motifs et les conditions de l'interpellation et de la préservation « au poste » , de l'information qui a été faite à l'intéressé de ses droits et de leur exercice ;
• le jour et l'heure du début du contrôle dans le lieu public, ainsi que le jour et l'heure de la fin de la rétention, de même que la durée.

Le procès-verbal est présenté à la signature de l'intéressé qui peut refuser de le signer. Mention doit être faite du refus et du motif. Le P.V. est transmis au procureur, la prise d'empreintes ou de photos doit être notée et motivée sur le P.V.

La nouvelle loi maintient l'interdiction de toute mise en mémoire sur fichier s'il n'y a pas de raisons de poursuivre judiciairement l'individu et l'obligation de détruire dans un délai de 6 mois (sous le contrôle du procureur) le procès-verbal et toutes pièces se rapportant à la vérification d'identité.

Ces types de contrôles, aux applications larges et floues à la fois, ont été adoptés dans et grâce au climat « d'insécurité » instauré notamment par la vague terroriste des mois derniers. La nature de ses contrôles démontre bien le caractère d'exception qu'on applique à la généralité. Elle révèle la nature policière du régime qui les a mis en place.

La semaine prochaine : les mesures relatives à la lutte contre le terrorisme.

L.Y.

TCHAD

Le robinet français est rouvert

LE Tchad : encore un conflit qui dure depuis vingt ans et ne cesse de pourrir. Alors que désormais tout le monde a pris acte de la partition du pays, force est de constater aujourd'hui que Kadhafi fait tout ce qu'il peut pour ressembler au portrait de grand organisateur du terrorisme international qu'aime en faire Reagan.

Le voici dans sa version expansioniste. On a pu voir en effet, ces derniers temps, que son rôle n'était pas du tout celui d'un soutien à Goukouni Oueddeï et à son mouvement de rébellion contre le pouvoir central détenu par Hissène Habré, mais davantage que sa volonté était de se servir de lui pour pénétrer au Tchad. Kadhafi avait d'ailleurs nettement exprimé ses vues concernant la véritable frontière sud de la Libye il y a plusieurs années. Il avait beau jeu alors de dénoncer l'aspect artificiel d'une frontière tracée par le colonialisme, le véritable intérêt du désert tchadien reste évidemment son sous-sol ; on sait l'importance de l'uranium et du pétrole aujourd'hui.

Renversement d'alliances

Goukouni Oueddeï doit avoir maintenant bien compris lequel manipulait le plus l'autre ; il a, semble-t-il, tout le temps pour méditer à Tripoli. Pendant ce temps, sur le terrain, les ennemis d'hier sont les alliés d'aujourd'hui et les troupes libyennes combattent celles de Goukouni Oueddeï. Le Gouvernement d'union nationale de transition (G.U.N.T.) est plus que jamais l'appareil de Kadhafi, si bien qu'en fait tout concourt à une union nationale du côté du Tchad.

L'opposition au régime de N'Djamena était jusqu'à présent essentiellement divisée entre ceux qui admettaient l'allégeance à la Libye et les autres, plus ou moins nationalistes. Hissène Habré pouvait donc très bien réaliser une opération politique des plus intéressantes pour lui. Il ne lui manquait pour cela qu'un petit coup de pouce de l'étranger, une aide militaire, et il ne s'est pas privé de la réclamer.

Consacrant les deux tiers du budget de l'Etat à la défense, gagné par des impôts nouveaux (depuis la baisse des cours du coton) bien peu populaires, Hissène Habré compte apparemment trouver un consensus populaire dans une revanche militaire.

Que fait la France ?

Le conflit est donc relancé et avant même d'en parler, disons de suite que toute intervention étrangère dans ce contexte ne saurait être innocente. Un tel préalable nous paraît évidemment banalissime, et pourtant...

Dans la nuit du 16 au 17 décembre, des avions militaires français parachutaient des munitions, du carburant et des vivres dans le Nord du Tchad, à la demande précise de Hissène Habré. Le ministère de la Défense justifiait immédiatement que ceci « *avait été demandé par le gouvernement tchadien au profit des habitants de la région, directement menacés par les colonnes armées libyennes descendues du nord* ». « *Au profit des habitants de la région* » est sans doute une expression assez judicieuse, on dirait presque une aide humanitaire... Est-ce bien aussi simple ? N'est-ce pas dans des termes similaires que l'Union soviétique a justifié au tout début son intervention en Afghanistan ? Jusqu'où donc ira le gouvernement français ?

L'avenir du conflit est totalement dépendant des interventions étrangères et en particulier françaises. En effet, si les Etats-Unis apportent une aide militaire considérable (15 millions de dollars, officiellement), le porte-parole du département d'Etat, M. Redman précise qu'elle vient « *compléter les efforts français* ». Ainsi, l'aide (militaire) est tout à fait concertée entre les Etats-Unis et la France. Si donc les troupes tchadiennes ne peuvent résister aux troupes libyennes, l'avenir du Tchad est en grande partie décidé par Mitterrand et Chirac. Et leur décision est prise !

Ce ravitaillement est un soutien évident à Hissène Habré, mais cependant pas davantage. D'ailleurs, J.-B. Raymond a annoncé que la « force Epervier » se mettrait en action si les troupes libyennes franchissaient le 16e parallèle, reconnaissant donc la dépendance libyenne du Nord tchadien. L'utilité objective de ce ravitaillement est l'entretien du conflit ; une aide militaire limitée à la résistance, juste suffisante au maintien du statu quo.

Nous ne sommes pas dupes : une intervention militaire est un acte de guerre. Celui-ci a simplement l'intelligence d'attendre que ce soit l'autre qui se montre encore une fois le plus barbare aux yeux de l'opinion pour sonner la charge.

L'intervention française au Tchad est un pur produit de la cohabitation, le gouvernement lui-même le dit assez fièrement. Une intervention plus offensive demanderait une démobilisation populaire peu évidente en ce moment... A Mitterrand de savoir jusqu'où il ne doit pas aller trop loin pour que sa cote ne baisse, à nous de savoir lui faire entendre qu'il dépasse les bornes.

LE FURET

Nicaragua : Rambo-manie (suite)

DU reversement des bénéfices des ventes d'armes à l'Iran arrivant dans les caisses déjà pleines de la « Contra » à l'intervention directe des Etats-Unis au Nicaragua, il n'y a qu'un pas, aussi petit que celui qui relie la Maison Blanche aux services de la C.I.A., prête à tout pour écraser la révolution sandiniste. J'en veux pour exemple les cent millions de dollars « offerts » par les sénateurs américains aux contre-révolutionnaires le 12 mai 1986.

Multiplication des agressions

L'examen de la situation à la frontière du Nicaragua et du Honduras a été entamé au Conseil de sécurité de l'O.N.U. à la demande de l'ambassadrice du Nicaragua, Mme Astorga, le 10 décembre 1986. Cette demande avait pour but de mettre en avant « *les sérieux développements de la situation en Amérique centrale qui menacent la paix et la sécurité internationales.* » Où sont les nobles préceptes humanistes de la Grande Amérique de Reagan prêchant, la main sur la Bible, la paix universelle ?

Ce n'est plus Rambo, mais Dracula...

Le président du Honduras, M. José Azcona, a déclaré le 10 décembre 1986, à Tegucigalpa — capitale du Honduras —, que son pays aurait recours à l'aide militaire des Etats-Unis « *et de tous pays amis* » en cas de « *guerre ouverte* » avec le Nicaragua. Et de poursuivre : « *les troupes honduriennes ne franchiront pas la frontière d'un pouce* ». Pourtant, on savait déjà que l'armée de l'air hondurienne avait bombardé des positions nicaraguayennes à Wiwili et à Murra dans le département de Nueva-Segovia (région montagneuse à la frontière nord). Contradiction de politicien fantôche, modulant ses propos en fonction des aléas du conflit.

Les « contras » disposent de bases sur le territoire hondurien. Assurément, les contre-révolutionnaires n'auraient pu monter de telles opérations sans le soutien tant matériel qu'humain du Honduras et des conseillers américains. C'est, comme le précise Mme Noria Astorga, « *la politique de terrorisme d'Etat* » mise en place par les Etats-Unis qui tend à provoquer un conflit artificiel entre les peuples du Nicaragua et du Honduras.

Les actions armées nicaraguayennes à la frontière du Honduras ne cherchent qu'à prévoir toute incursion des « contras », qui ont déjà été obligés de se regrouper en un seul camp de près de dix mille hommes en territoire hondurien. La distinction entre bases militaires, qu'elles soient honduriennes, « contras » ou américaines, devient impossible à faire car le matériel utilisé provient uniquement des Etats-Unis. Les Nicaraguayens prennent là un risque important : celui de permettre à la Maison Blanche de justifier auprès de l'opinion internationale son action militaire au Nicaragua, donnant à Managua le rôle de l'agresseur face au Honduras. Faits que le *Washington Post* ne manquerait pas de relater et d'amplifier, quitte à occulter les faits antérieurs.

« New » Oncle Sam

Le gouvernement de Reagan comme les actions de la C.I.A. sont critiqués à la Cour internationale de justice de La Haye pour leur soutien à la « Contra ». Par ailleurs, 42% des Américains ignorent — selon un sondage de l'Associated Press — que Washington soutient financièrement et militairement les « contras ». Informées, six personnes sur dix se disent opposées à toute aide aux « contras ». Une fois de plus, on constatera l'étendue du fossé qui sépare l'intérêt des Etats de l'opinion exprimée par le peuple.

Le peuple américain n'est donc pas solidaire de Sam Hall appréhendé il y a deux semaines par les forces sandinistes, alors qu'il se trouvait dans la base aérienne de Punta-Huete, au nord de Managua. Tel Rambo, il déclare être « *un combattant anticommuniste indépendant* ». Sam Hall, indépendant (!), a été instructeur des unités Miskitos (1) basées dans le nord-ouest du Honduras et chargées de lutter contre le gouvernement de Managua.

Le porte-parole de la Maison Blanche déclarait lundi 15 décembre 1986 « *ne disposer d'aucun élément justifiant l'emploi de Sam Hall par le gouvernement américain* ». Sam Hall, de son côté, se proclamant « *terroriste anti-terroriste* », admettait lui avoir reçu des fonds du Pentagone. Après Eugène Hasenfus, condamné à 30 ans de prison par le tribunal populaire nicaraguayen, puis libéré le 17 décembre (gracié par la quasi-unanimité du Parlement), Sam Hall est le second Américain à être arrêté au Nicaragua pour espionnage, vente d'armes et aide à la « Contra ». Interviewé récemment en Floride, il affirmait avoir déjà « *servi* » en Afrique du Sud, au Liban et en Israël... Sam Hall constitue donc une nouvelle preuve de l'interventionnisme nord-américain.

Ronald Reagan a nommé un nouveau conseiller national pour la Sécurité : Franck Carlucci (ancien n°2 de la C.I.A., puis du Pentagone). Il remplace John Poindexter qui a dû démissionner une semaine plus tôt, en raison du scandale des ventes d'armes à l'Iran des ayatollahs et de l'aide aux « contras ». Mais c'est l'officier américain Oliver North qui est directement responsable de ce scandale. Son passé est lourd : guerre du Vietnam, présence active en Turquie en 1980, en Iran, en Angola, etc. Il a organisé la « guerre privée » de Reagan au Honduras, au Salvador, au Nicaragua en ce qui concerne l'Amérique centrale, ainsi qu'au Liban... Nicaragua, Liban... Sam Hall aussi y était comme « *envoyé spécial indépendant* ». L'enjeu est grand pour Reagan : deux pions placés sont retirés de l'échiquier.

« L'Etat, ce monstre froid »

Les Etats-Unis, n'ayant pour fin ultime en Amérique centrale que de phagocyter les peuples insoumis, incarnent le principe même de l'Etat tentaculaire : diviser pour mieux régner. Discréditer le gouvernement sandiniste eut été possible en 1984 si le projet d'assassinat de l'ambassadeur américain au Costa-Rica, préparé par Sam Hall, avait abouti. Le but des Etats-Unis était d'en rendre les sandinistes directement responsables aux yeux de l'opinion internationale. Le peuple nicaraguayen, qui refuse de se plier à l'hégémonie des deux super puissances, se heurte encore chaque jour à la difficulté de se faire reconnaître en tant que pays libre et indépendant. L'Europe en est aussi responsable.

Commission « Nicaragua »
du groupe anarchiste de Lille

(1) Miskitos : principal groupe indien (70 000 individus) revendiquant son autonomie qu'il devrait obtenir par la nouvelle Constitution.

AFRIQUE DU SUD

Soubressauts dictatoriaux à Prétoria

LES dernières nouvelles en provenance d'Afrique du Sud indiquent que le pays s'enfonce de plus en plus profondément dans la dictature. D'une part, le gouvernement de Prétoria a annoncé, le 11 décembre dernier, que la presse nationale serait désormais soumise à la censure totale concernant toutes les informations relatives à l'état d'urgence : les textes étant relus par le bureau gouvernemental de l'information, toute indication concernant « *une quelconque forme de résistance au gouvernement* », les « *déclarations subversives* », « *les lieux où se produisent des incidents* », pourra être punie de 9 000 dollars d'amende ou de dix ans de prison. Les mesures de censure s'appliqueront également aux correspondants étrangers.

La seconde information provient, elle aussi, du gouvernement sud-africain qui reconnaît que 256 enfants sont actuellement incarcérés dans les prisons du pays. Or, cette nouvelle affreuse n'est qu'un doux euphémisme : selon le Comité de soutien des parents de détenus, le nombre d'enfants prisonniers avoisine les 8 800, soit 40% des personnes incarcérées depuis la proclamation de l'état d'urgence en juin dernier. Les enfants seraient détenus dans des conditions lamentables et soumis à toutes sortes de tortures physiques et morales. Le gouvernement nie bien sûr ces faits, mais Adriaan Vlok, ministre de la Loi et de l'Ordre (!) se déclare « *profondément attristé* » par le sort de ces enfants « *manipulés par des organisations radicales* ».

Quel lien entre ces deux informations ? Outre qu'elles révèlent un durcissement de la dictature, elles posent la question des conséquences de la censure de la presse sur les campagnes « subversives » comme « Libérez les enfants ! ».

Pourquoi la censure ?

Qu'espère le gouvernement sud-africain en instaurant un véritable « rideau de fer » sur l'information ? Il n'est sans doute pas assez naïf pour s'imaginer que les grèves, les émeutes, les luttes cesseront pour autant. Mais le silence complet de la presse nationale sur les événements qui continueront à se produire permettront aux « petits Blancs » d'appliquer la politique de l'autruche : en ouvrant leur journal, il pourront se donner l'illusion de vivre dans un pays paisible où rien ne les menace. Ainsi rassurés, ils seront moins enclins à quitter le pays ou à contester une politique qui commence à menacer leurs propres intérêts.

Si les petits propriétaires blancs sont ainsi délibérément laissés dans l'ignorance, il n'en sera sans doute pas de même pour les véritables maîtres du pays, gros propriétaires terriens ou directeurs d'usines et de mines. Eux continueront à être informés des luttes, des révoltes des Noirs, pour pouvoir agir en conséquence — avec tout le doigté qu'on leur connaît. En fait, la censure de la presse permettra au gouvernement de limiter le nombre de « décideurs » du pays, laissant la gestion de l'apartheid aux mains de ses plus puissants défenseurs. Mais elle risque ainsi d'entamer la cohésion entre Blancs.

D'autant que la mesure est vivement critiquée par une bonne partie de l'intelligentsia du pays : « *L'Afrique du Sud entre dans une époque d'obscurantisme où tout ce qui pourrait ressembler à de l'honnêteté sera impitoyablement écarté* », écrit le très libéral *Cape Times* d'Afrique du Sud. La presse la plus menacée est constituée par les journaux de gauche, mais aussi par certains organes d'extrême droite. La censure présente donc un réel risque de division entre Blancs : en se mettant les journalistes à dos, le gouvernement risque aussi sa popularité auprès de la population blanche.

Libérez les enfants !

Autre avantage que le gouvernement de Peter Botha a pu voir dans la censure : théoriquement, elle devrait limiter les informations à l'étranger. L'Europe, par exemple, ne recevant plus de témoignages, d'images, de reportages sur les réalités d'Afrique du Sud, verrait son opinion nationale moins mobilisée sur le thème du boycott et de la rupture des relations économiques.

Mais le gouvernement sud-africain se fait sans doute des illusions : d'une part, les informations finissent toujours par filtrer, quelles que soient les mesures de censure mises en place. En revanche, les sources d'informations vont probablement changer. S'il n'est plus possible, sous peine d'emprisonnement, de réaliser des reportages en Afrique du Sud, les journalistes occidentaux seront peut-être amenés à trouver leurs informations auprès des différents organismes anti-apartheid, comme l'A.N.C., la South West People Organisation (S.W.A.P.O.), le Mouvement anti-apartheid (M.A.A.)... Si les journalistes accomplissent cette démarche, le gouvernement sud-africain aura incontestablement perdu au change.

Derniers soubressauts ?

Enfin, quel peut être l'impact de la censure sur les luttes qui continuent à secouer l'Afrique du Sud ? La campagne « *Free the children* » (libérez les enfants) est sans nul doute un bon exemple de lutte qu'aucune censure ne remettra en cause. Les militants du Comité de soutien des parents de détenus, qui est dirigé par des Blancs, s'ils ont acceptés de remettre en cause un régime qui leur est ô combien favorable, ne s'arrêteront pas à une mesure répressive de plus. Ils continueront à récolter des informations et des témoignages sur les conditions de détention des enfants, à mettre en place une campagne de boycott des magasins blancs à la veille de Noël (« *Puisque les Blancs ne réagissent que lorsqu'ils sont menacés physiquement ou économiquement* », souligne Audrey Coleman, militante — blanche — du comité de soutien).

Certes, la répression peut encore s'intensifier en Afrique du Sud, mais exacerbant la colère des Noirs et divisant les Blancs entre eux, il y a fort à parier que le gouvernement ne fera qu'accélérer la débâcle. *L'Evénement du Jeudi* intitulait récemment un article sur les départs des Blancs d'Afrique du Sud : « *Ceux qui ne veulent pas voir la fin du film* ». Espérons que ce film, de plus en plus macabre, ne s'éternisera pas.

PASCALE

LETTRE OUVERTE POUR UNE AFFICHE

Les pantins de Pantin

« *CETTE affiche clean et sauvage est sans nul doute une des plus fortes qu'on ait vu depuis longtemps sur les murs d'une ville*, écrit *Libération* à propos du « message » diffusé par le parti communiste de Pantin contre l'apartheid. Qu'il nous soit permis d'expliquer pourquoi cette affiche nous paraît la plus mal ciblée et la plus nulle qu'on ait vu depuis longtemps.

Clean ? Certes, et même beaucoup trop. Les concepteurs de l'affiche ont pensé qu'en évoquant un Blanc habillé d'une part, et un Noir nu à quatre pattes et tenu en laisse d'autre part, ils réunissaient tous les éléments symbolisant l'apartheid. Or, aucune révolte n'apparaît de la part du Noir. Comme s'il s'agissait d'un état de fait, comme si la seule contestation venait de l'extérieur — la grande croix rouge sur le mot « apartheid ». L'affiche serait peut-être moins « à côté de la plaque » si elle visait l'esclavage. Mais l'apartheid, tel qu'il est vécu en Afrique du Sud, n'a rien à voir avec un peuple noir docile, tenu en laisse par des maîtres blancs. Il s'agit d'un système économique permettant théoriquement le développement séparé de deux cultures, qui consiste en fait à déterminer une classe dominante (blanche) et une réserve de main-d'œuvre noire. L'enjeu de l'apartheid est donc économique, et non racial. Et les Noirs s'insurgent contre un système social qui, effectivement, les opprime et les exploite. Mais ils s'insurgent, camarades ! Et vos affiches à la fois misérabilistes et mensongères ne vont pas du tout dans le sens de leur lutte.

Votre affiche a failli être plus ignoble encore, puisque vous envisagiez de l'intituler « *Apart-nein* », subtile allusion au nazisme. Passons sur la volonté délibérée d'assimiler en 1986 la simple langue allemande au nazisme, alors que la jeunesse allemande est la plus investie d'Europe dans les luttes pacifistes, écologistes, antimilitaristes. Mais là encore, comparer le nazisme à l'apartheid est une absurdité : le but de Prétoria n'est pas d'exterminer les Noirs, il en a trop besoin.

Votre affiche est effectivement dure et provocante. Cette violence, cette provocation auraient été justifiées si elles avaient visées la répression et la cruauté du gouvernement sud-africain. Elle est complètement déplacée sur le thème « pauvre Médor, c'est pas juste ! ». Vous barrez « apartheid ». C'est l'affiche toute entière qui mérite d'être barrée.

PASCALE

Quand les Blancs quittent le navire...

LE gouvernement sud-africain semble de plus en plus préoccupé par un fait nouveau : l'exode des Blancs. Durant les huit derniers mois, 9 700 Afrikaners ont quitté le pays, soit 30% de plus que l'année précédente. La première motivation de cet exode est la peur. Les « petits Blancs » craignent de plus en plus une véritable guerre civile, où ils n'auraient plus le dernier mot. Les récentes mesures de censure visent à rassurer cette population. Mais il y a fort à parier que, se doutant des troubles sans disposer d'aucune information précise, les Afrikaners s'inquiètent davantage encore.

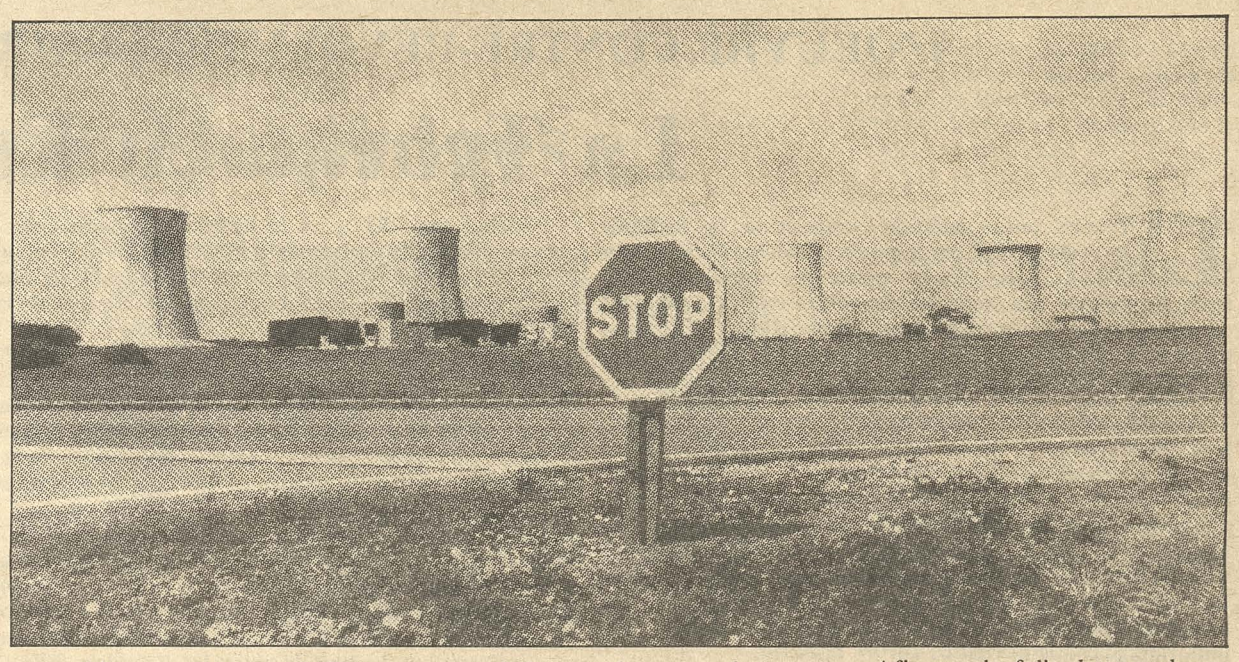
D'autre part, certains émigrants quittent le pays par lassitude, face à un système de société qu'eux mêmes jugent intolérable et devant un régime de plus en plus dictatorial. Or, les émigrants font souvent partie de l'« élite » du pays. Prétoria s'inquiète donc de plus en plus de la « fuite des cerveaux » dont elle rend l'Australie — principal pays d'accueil — partiellement responsable.

L'Australie accueille en moyenne 4 500 émigrants — triés sur le volet — par an, se faisant ainsi accuser de racisme par le gouvernement sud-africain, sous prétexte que seul les Blancs obtiennent leur visa. Les autres pays d'accueil sont les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Les émigrants qui sont obligés de laisser la majeure partie de leur fortune en Afrique du Sud, y connaissent souvent des problèmes d'adaptation : d'une part, la vie hors du pays leur paraît fade et manquant d'animation. D'autre part, il leur est difficile de s'adapter à des régimes où les Blancs ne sont plus forcément rois...

Si le phénomène se poursuit — et il est probable qu'il s'accentuera encore —, qui seront les « derniers » Blancs d'Afrique du Sud ? Les jusqu'au-boutistes d'extrême droite, les Blancs trop pauvres pour partir et les grands propriétaires estimant avoir trop d'intérêts à défendre. La lutte finale entre ces éléments de la population blanche et les « révolutionnaires » noirs laisse craindre les pires violences.

P.

La centrale nucléaire de Cattenom



A CATTENOM en Lorraine, le gouvernement français et l'Electricité de France (E.D.F.), entreprise nationalisée, préparent l'entrée en service de la plus grande centrale nucléaire d'Europe. Les associations écologiques et divers mouvements français, luxembourgeois et allemands de l'Ouest ont constitué un comité international contre la centrale nucléaire de Cattenom. En cas d'entrée en service de la centrale, ce comité international est persuadé qu'un accident semblable à celui de Tchernobyl rendra inhabitable une grande partie de la Lorraine, du Luxembourg et de la R.F.A., sans même parler des substances radioactives et toxiques que cette centrale libérera en marche normale.

Le Groupe international d'action contre la centrale nucléaire de Cattenom, partisan de la production d'énergie non nucléaire dans tous les pays, veut justifier son point de vue et montrer que la centrale incriminée est superflue, qu'avec elle la production d'énergie n'est ni plus sûre ni plus indépendante de l'extérieur et qu'elle ne saurait résoudre les problèmes économiques de la Lorraine, les avivant au contraire parce que, loin de créer des emplois, elle fera monter le chômage.

A la suite des nombreux articles parus récemment dans le *Monde libertaire*, nous faisons part des positions de ce comité international dont les plus intéressantes sont sans aucun doute celles qui portent sur les conséquences écologiques et socio-économiques, en aval comme en amont. C'est la mort de la filière charbon qui est signifiée par la mise en service de cette centrale nucléaire et quand on connaît l'importance de ce secteur d'activité en Lorraine...

LA fusion du cœur de son réacteur a fait de Tchernobyl la plus grande catastrophe dans l'histoire de l'exploitation de l'atome : du cœur détruit se sont dégagées d'énormes quantités de substances radioactives toxiques qui causeront l'apparition de maladies cancéreuses ou d'autres graves ennuis de santé chez des milliers de Soviétiques. Les gaz et les poussières radioactives se sont diffusés sur une superficie telle que l'on a noté une hausse notable de la radioactivité jusqu'en France, qui pourrait mettre en danger la santé de la population française.

Après Tchernobyl Cattenom-ville en France ?

Tous les savants sont d'accord : tout accident comparable dans toutes les centrales nucléaires aurait des conséquences partout aussi catastrophiques. Le type de réacteur employé à Cattenom est particulièrement sensible aux perturbations. Les nombreuses pannes de la centrale de Paluel, techniquement identique à celle de Cattenom, sont là pour en témoigner.

Les facteurs suivants recèlent de graves dangers :

1. Les quatre blocs de la centrale ont reçu le permis de construire à l'issue d'une procédure approbatoire simplifiée et accélérée ne tenant pas suffisamment compte des risques inhérents à son emplacement. Ainsi, par exemple, la centrale de Cattenom n'est pratiquement pas protégée contre les tremblements de terre violents.

2. Pour abaisser les coûts et accélérer le programme nucléaire français, les quatre blocs de la centrale ont été fabriqués en série. Impossible donc d'intégrer les derniers progrès technique dans la planification et la construction de la centrale. Aujourd'hui, les installations de Cattenom sont déjà dépassées.

3. Les systèmes de sécurité au niveau du circuit de refroidissement de secours et des groupes électrogènes de secours à moteur diesel présentent des insuffisances, créant un risque particulièrement élevé.

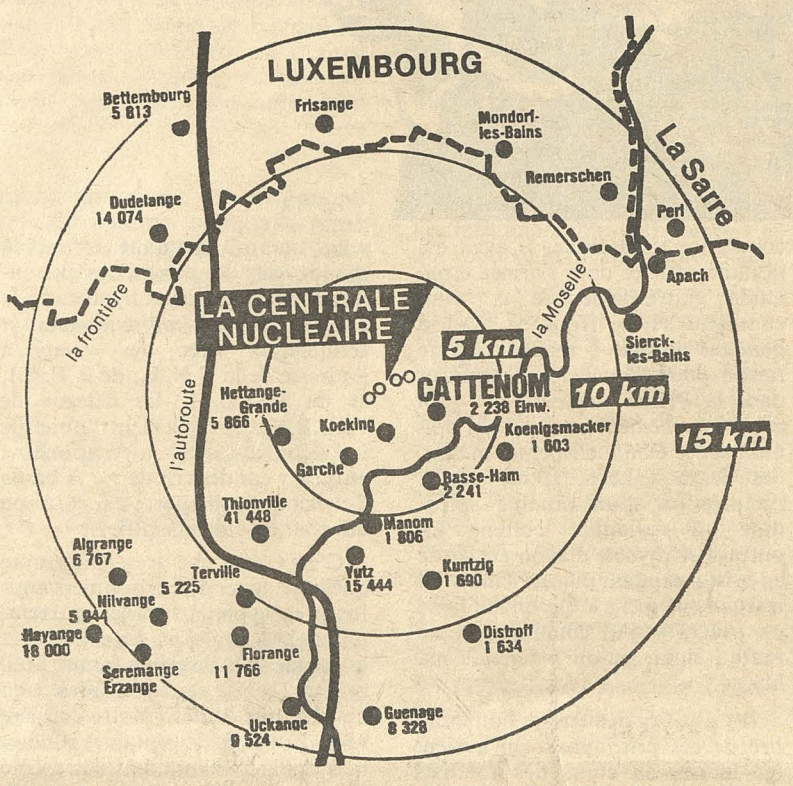
4. Les quatre cloches chapeautant le cœur des quatre réacteurs n'offrent pas de protection suffisante en cas de fusion accidentelle du cœur.

5. La concentration de quatre réacteurs sur un espace très restreint est inadmissible au plan technique de la sécurité, car il y a risque qu'un réacteur accidenté endommage du même coup ses voisins.

6. Les cloches des réacteurs n'offrent aucune protection contre les chutes d'avions militaires de plus de 5,7 tonnes. L'écrasement d'un avion sur la centrale pourrait provoquer une catastrophe nucléaire.

7. La configuration géologique du sol et du sous-sol du site de Cattenom fait craindre une augmentation sensible des risques d'accident. L'importante faille enregistrée sur le site (barrage de Mirgenbach) il y a quelques années a été scandaleusement sous-estimée par E.D.F.

Le gouvernement français et E.D.F. savent que les blocs de la centrale présentent de graves carences au niveau de la sécurité et des techniques servant à la renforcer. Néanmoins, la centrale doit entrer en service et exposer les populations lorraines, luxembourgeoises et allemandes à un risque incalculable.



Le plan de secours protège-t-il vraiment ?

En cas d'incident grave à la centrale de Cattenom, les dispositions du « Plan particulier d'intervention du centre de production nucléaire de Cattenom » (P.P.I.) sont là pour protéger les populations.

En cas de perturbations graves, ce plan prévoit l'évacuation des habitants de Cattenom, Kœnigsmacker, Basse-Ham, Garche et Hettange-Grande. La région contaminée pour des dizaines d'années, les habitants pourraient bien ne jamais retourner dans leurs villages.

Il n'existe pas de plan d'évacuation des habitants de Yutz, Kuntzig, Manom et Thionville, or ces villes et villages ne seraient pas épargnés par un accident grave survenu à Cattenom. Thionville en particulier, distant de seulement 7,5 km de Cattenom, et dont l'évacuation est formellement exclue, serait directement touché par Cattenom sans qu'il y ait moyen d'évacuer à temps ses 41 000 habitants. Quant à la population de Lorraine vivant à plus de 15 km de la centrale, le P.P.I. ne prévoit pas la moindre mesure de protection, bien que l'on sache — et encore a-t-il fallu Tchernobyl pour le savoir — que les accidents de centrales ont des effets dangereux même très loin de leur lieu d'origine.

Le P.P.I. en sa forme actuelle, en cas d'incident grave à tout instant possible, ne garantit ni l'évacuation des riverains immédiats de la centrale ni la protection des populations un peu plus éloignées.

La centrale n'est-elle dangereuse qu'en cas d'incidents ?

Même en service normal, la centrale dégage dans l'environnement un grand nombre de substances dommageables à la santé. En France, la réglementation relative à la radioprotection des populations est insuffisante. Ainsi la centrale a-t-elle été autorisée à émettre dans l'environnement des quantités de substances radioactives que la réglementation allemande juge inadmissibles. En France, les seuils légaux d'irradiation des populations sont dix-sept fois supérieurs à ceux de la République fédérale d'Allemagne. A l'irradiation viennent s'ajouter les quantités considérables de substances toxiques radioactives que la centrale de Cattenom peut déverser dans la Moselle avec l'approbation des pouvoirs publics français.

La centrale déversant ses déchets radioactifs dans l'environnement a cours de sa marche normale, toute la région verra son niveau de pollution radioactive croître. Les produits agricoles cultivés aux alentours de la centrale sont un facteur à risques particulier. Il se peut que la radioactivité croisse à un point tel qu'il faille arrêter toutes les cultures autour de la centrale.

Centrale de Cattenom et dépendance énergétique

Les premières centrales nucléaires françaises furent érigées au premier chef pour produire le plutonium, métal hautement toxique. Au début du programme nucléaire français prévalaient les intérêts militaires, la production d'electricité n'ayant qu'une priorité secondaire. Ce n'est qu'après la crise pétrolière de 1973 que le gouvernement français, sans étudier les solutions de rechange en présence, a décidé de miser sur le tout nucléaire pour alimenter la France en électricité.

Depuis, trente-cinq centrales nucléaires sont opérationnelles. Leur nombre dépasse de loin le nombre nécessaire pour alimenter la France. La raison de cette surcapacité, c'est une erreur de prévision des taux de croissance de la demande au cours des années 70. Cette prévision fausse a conduit Electricité de France à pousser le programme nucléaire outre mesure.

En 1983, le comité d'étude des besoins énergétiques de la France à long terme, créé par l'ancien gouvernement socialiste, parvint à la conclusion que la croissance de la demande énergétique s'essoufflant, aucune nouvelle centrale nucléaire ne serait nécessaire dans les prochaines années. Qu'à cela ne tienne, le chantier de la centrale de Cattenom n'en fut pas arrêté pour autant, bien qu'à ce jour on n'ait pas encore trouvé assez de preneurs pour toute l'électricité que cette centrale doit produire.

Les erreurs de planifications de la politique énergétique faisant primer le nucléaire font qu'E.D.F. est une des entreprises les plus endettées du monde. Elle doit aujourd'hui rembourser une dette énorme de 200 milliards de francs. Il lui a fallu aller chercher une grande partie des crédits à l'étranger, principalement sur les marchés de capitaux américains.

L'intensification du programme nucléaire n'a donc pas accrû l'indépendance de la France envers ses sources d'approvisionnement énergétique, au contraire elle a créé une nouvelle dépendance vis-à-vis de l'étranger par le biais des prêts souscrits.

De même, l'intensification du programme nucléaire pèse de plus en plus sur la population française, que ce soit sous forme d'une hausse brutale des tarifs d'électricité au début des années 80 ou aujourd'hui par le biais du gaspillage des impôts perçus pour rembourser les dettes d'une E.D.F. mal gérée.

Les sommes immobilisées sous forme de subventions à la construction de la centrale de Cattenom ne peuvent donc plus servir à des objectifs bien plus sensés tels que la création d'emplois nouveaux en Lorraine ou à des fins sociales.

Afin que la folie des grandeurs nucléaires d'E.D.F. ne se transforme pas en désastre économique total, le gouvernement français et E.D.F. s'emploient depuis des années à exporter leur électricité. Aujourd'hui, la France exporte déjà 10% de son électricité nucléaire. Les pays consommateurs sont principalement la Suisse, l'Italie et la République fédérale d'Allemagne. Vu que de facto l'électricité à produire à Cattenom ne pourra être consommée en France, une grande partie de la production sera débitée vers l'étranger. Ainsi E.D.F. a-t-elle déjà conclu des accords avec Baden-Werke, une entreprise distributrice d'électricité en R.F.A., qui recevra 5% de l'énergie produite dans les blocs 1 et 2 de la centrale.

L'électricité de Cattenom, ainsi le veut Baden-Werke, remplacera l'électricité que ne produira jamais la centrale de Wyhl, projetée mais non approuvée face à l'opposition déterminée de la population. Les livraisons d'électricité convenues entre des entreprises d'électricité suisses et E.D.F. servent à compenser l'échec de projets de centrales suisses face à la résistance des habitants. Il s'agit là, surtout du projet de la centrale de Graben, dont le permis de construire n'a pas été octroyé face aux objections graves émises sur la sécurité des centrales atomiques en Suisse.

Le gouvernement français et E.D.F. exposent les Lorrains, par la centrale nucléaire de Cattenom, à des risques que ni les populations suisses ni les populations allemandes ne sont disposées à accepter sur leur propre territoire.

La centrale atomique grave danger pour l'industrie minière

Il est à prévoir que Cattenom ne parviendra pas à vendre toute son électricité à l'étranger. Ceci aura pour effet d'accroître la part de l'électricité nucléaire dans la production de houille blanche en France. Une telle croissance est un danger majeur pour l'industrie minière française.

Plus de la moitié du charbon extrait des mines de Lorraine sert à produire de l'électricité. E.D.F. veut réduire la part de l'électricité produite par le charbon une fois que Cattenom entrera en service. Les vieilles centrales thermiques de Grosbliederstroff et de Carling fermeront sans être remplacées par d'autres centrales au charbon. De tels plans menacent l'emploi de quelques 18 000 mineurs lorrains. Lorsque la centrale de Cattenom entrera en service, la suppression de 3 000 emplois les années suivantes deviendra inévitable.

Quiconque avance les rares centaines d'emplois que créera Cattenom doit savoir que cette même centrale en anéantira des milliers dans les mines de Lorraine.

Relations internationales

D'après les informations du Groupe international d'action contre la centrale nucléaire de Cattenom.

L'OEUVRE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE DES COMMUNISTES

La Tchéka en Espagne

LA Tchéka, police politique communiste, fut instituée en novembre 1917 par le pouvoir bolchevik russe afin d'anéantir toute révolte contre les nouveaux dictateurs. Supprimée sous cette dénomination en 1922, elle n'en demeurait pas moins et fit beaucoup parler d'elle en Espagne, pendant la guerre civile, par ses arrestations, assassinats et tortures de militants révolutionnaires.

Le parti communiste espagnol, petite organisation aux maigres effectifs avant 1936, profita de l'aide militaire soviétique pour se développer et investir les rouages de l'Etat renaissant. Sous les ordres de l'Internationale communiste, ses serviteurs voulaient à tout prix éviter la révolution sociale pour servir les intérêts de l'U.R.S.S., désireuse de conclure avec le gouvernement britannique une alliance militaire. Dès lors, il s'agissait de « *défendre la démocratie* » et pour cela l'élimination des anarchistes de la C.N.T.-F.A.I. et des marxistes du P.O.U.M. importait plus que la victoire sur les fascistes.

Déjà en mars et avril 1937, des arrestations d'anarchistes à Bilbao et des tentatives de désarmer les éléments révolutionnaires eurent lieu. Essais qui se soldèrent le 27 avril par des affrontements armés entre anarchistes et communistes en Catalogne. Mais c'est après les événements de Barcelone (début mai 1937), où la bataille s'engagea entre les forces populaires et les gardes d'assaut gouvernementaux appuyés par les communistes, que la répression tchékiste s'installa avec la nomination d'un communiste comme chef de la police de Barcelone.

Les premières victimes seront les membres du P.O.U.M. : Andres Nin, ancien ministre de la Justice dans le gouvernement catalan et secrétaire général de ce mouvement, accusé d'être un espion fasciste, fut arrêté, emmené à Madrid et exécuté. D'autres suivirent, anarchistes ou militants de l'aile gauche de l'U.G.T. ; citons pour exemples les camarades Berneri, Barbieri, Aris, Rua...

**L'*Espagne antifasciste* n°7, du 30 novembre 1937, décrivait ainsi la Tchéka : « *Cette organisation policière clandestine a pour but d'éliminer, par tous les moyens, les ennemis de la néfaste politique moscoutaire ; et ces ennemis, bien entendu, il ne faut pas les chercher chez les fascistes, mais chez les révolutionnaires ennemis de toutes les dictatures. Elle a acquis une puissance extraordinaire, d'autant plus qu'elle jouit aujourd'hui de l'impunité totale, voire de la protection de la police officielle, dont le représentant à Barcelone est le senor Burillo, membre du Parti, qui a eu de lourdes responsabilités dans la chute de Tolède.*

« Son état-major se trouve au Consulat même de l'U.R.S.S., sous les ordres du Consul Antonov Ovsenko.

« Placé immédiatement sous les ordres du Consul, le chef de la Tchéka à Barcelone est un certain Alfred Herz, secondé par un nommé Hermann (et par) plusieurs agents de la police officielle.

« (...) Ce service est certainement beaucoup mieux organisé que la police du Gouvernement. Elle possède un fichier complet (qui pourrait servir de modèle à celui de l'Etat) auquel est jointe une liste noire des personnages les plus dangereux pour la mauvaise cause du Parti Communiste. » (1)**

Le texte ci-dessous est composé d'extraits du compte rendu d'une mission d'information (qui eut lieu fin novembre 1937) menée, entre autres, par le député écossais Mac Govern (membre de l'Independent Labour Party, scission d'extrême gauche du Parti travailliste britannique). La totalité du compte rendu a été traduite et a paru dans *La Révolution prolétarienne* du 25 janvier 1938 sous le titre « La terreur communiste en Espagne ». Que ces quelques lignes puissent se graver dans nos mémoires et nous servir pour l'avenir.

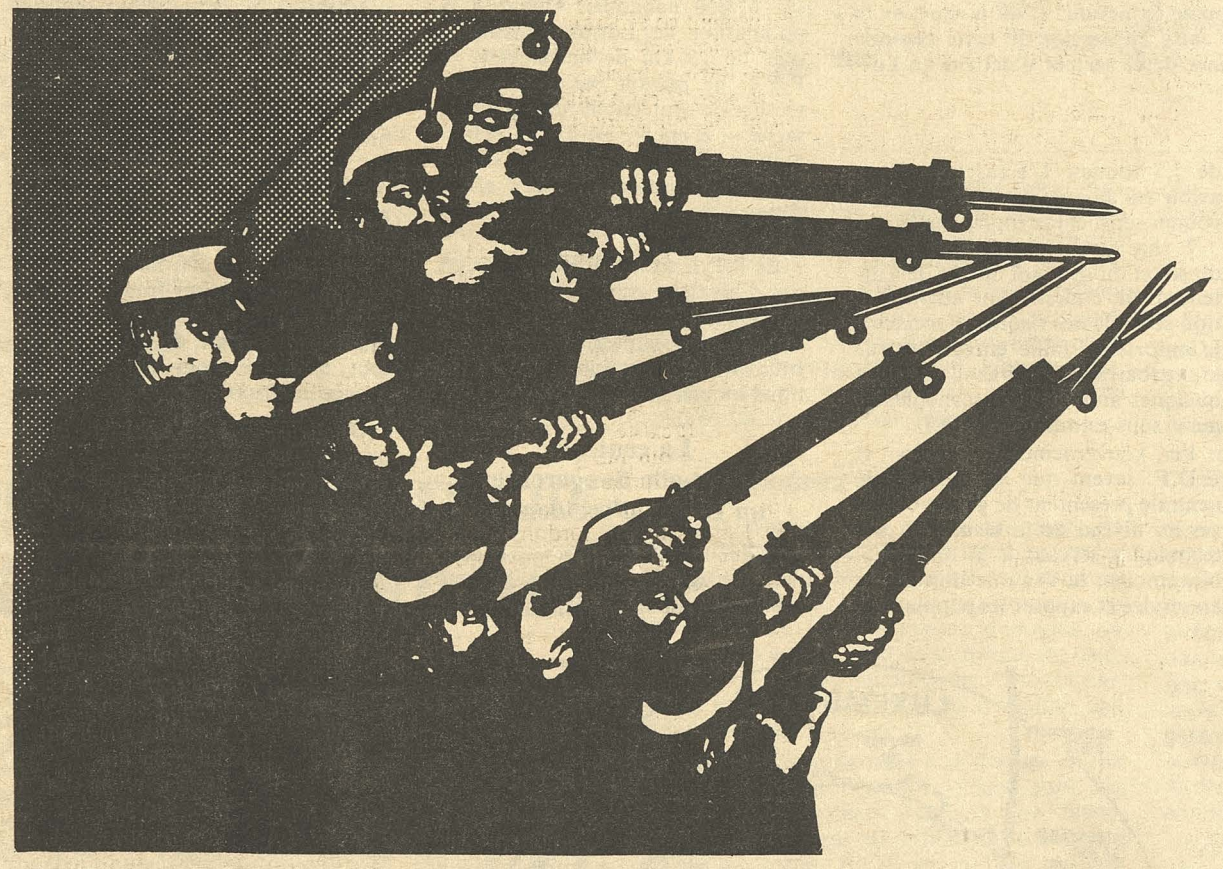
Pascal BEDOS (Gr. Sacco-Vanzetti)

A la Prison modèle

Le dimanche 28 novembre, nous allâmes à la Prison modèle de Barcelone, et présentâmes nos autorisations au directeur de la prison des hommes. Il fut très courtois et nous conduisit chez le médecin de la prison. On nous apprit qu'il y avait dans cette prison 1 500 prisonniers, dont 500 antifascistes, 500 fascistes et 500 délinquants de droit commun.

C'était dimanche, et l'heure des visites, aussi nous nous trouvâmes en présence de 5 à 600 visiteurs demandant à entrer afin de voir leurs amis. Comme il convient, c'était l'aile gauche de la prison qui était attribuée aux prisonniers de gauche ! Nous entrâmes dans une grande salle par une immense porte de fer de 6 mètres de large sur 3,5 m. de haut. Les prisonniers avaient appris que nous allions venir et nous firent une chaude réception.

La difficulté était que c'était à qui nous parlerait le premier des brutalités qu'il avait endurées de la part de la Tchéka, avant d'être entré dans cette prison-ci. Un prisonnier italien nous fit une remarquable description des tortures qui lui avaient été infligées dans une cellule souterraine. Il fut attaché au mur, les mains au-dessus de la tête, avec deux gardes à ses côtés, baïonnette au canon, pendant qu'un jeune officier de la Tchéka tenait des papiers de la main gauche et de la main droite un revolver dirigé sur sa poitrine. L'officier de la Tchéka le soumit à un interrogatoire du 3e degré (2), prétendant qu'il avait de faux papiers, le sommant de dire où certains de ses camarades pourraient être trouvés, le menaçant de le tuer et de jeter son corps dans un égout qui passait dans la cellule. Cet Italien fut soumis à cette torture, durant 5 à 6 heures chaque fois, avant d'être finalement transféré à la Prison modèle.



Challaye et moi-même interrogeâmes également un Français, qui appartenait auparavant à l'armée française, et qui avait abandonné sa situation pour venir en Espagne combattre le fascisme. Il avait été nommé officier dans l'armée espagnole gouvernementale et avait combattu sur le front de Madrid pendant plus de 5 mois. La seule raison pour laquelle il se trouvait dans la Prison modèle était qu'il avait franchement exprimé son opinion sur le Comintern et les méthodes de la Tchéka. Il me donna l'impression d'un homme splendide. Il ressentait comme un outrage effroyable d'avoir été gardé en prison pendant plus de 4 mois ; il insistait sur ceci : « Qu'on me fasse un procès si j'ai commis quelque faute ; sinon qu'on me rende ma liberté ! »

Il y avait également un bon nombre de ces prisonniers qui avaient été blessés au cours des combats contre Franco, et cependant on les gardait en prison sous le prétexte qu'ils étaient des alliés de Franco ! Notre délégation fut spécialement bien accueillie par les prisonniers du P.O.U.M., et nous passâmes une heure dans la cellule de Gironella. Plusieurs prisonniers étaient d'ailleurs incarcérés dans cette même cellule.

C'était une véritable Internationale de prisonniers que cette prison. Il y en avait de France, de Grèce, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche, de Belgique, de Hollande, de Suisse et d'Amérique autant que d'Espagne. Tous ces prisonniers nous pressèrent de faire connaître les brutalités de la Tchéka, avec ses tortures, son « 3e degré » et ses meurtres des militants socialistes combattant en Espagne.

Lorsque nous décidâmes de quitter l'aile antifasciste de la prison, il y eut un rush spontané de tout le monde vers la porte. Les prisonniers chantèrent deux hymnes de la C.N.T., puis l'*Internationale*, et terminèrent avec des vivats à l'adresse de la C.N.T., de la F.A.I. et du P.O.U.M. Le délégué de l'I.L.P. fut spécialement l'objet de la reconnaissance internationale ; enfin il y eut des cris de : « A bas la Tchéka du Comintern ! », et, à son adresse, de violents sifflets.

C'était une vue très émouvante que celle de ces 500 prisonniers antifascistes, la plupart jeunes, qui remplissaient les galeries, les escaliers et la grande salle, le poing fermé, l'œil brillant, la tête rejetée en arrière en une attitude de défi. Notre dernière vision fut celle de centaines d'hommes applaudissant, de l'autre côté de l'immense porte de fer.

Cette porte de fer était pour nous comme le symbole de la Tchéka du Comintern. C'est par des moyens pareils qu'elle entend supprimer le mouvement révolutionnaire en Espagne afin de substituer au mot d'ordre de « Pouvoir ouvrier » celui de « Démocratie bourgeoise ». L'Internationale communiste et son organisation d'assassins sont en train de faire naître contre eux une haine formidable. Un jour, la tempête éclatera et détruira leur effroyable gangstérisme. Ce sera un désastre pour tous ceux qui y auront participé. (...)

A la prison secrète de la Tchéka

Notre dernière visite fut pour la prison secrète de la Tchéka à la place Junta : Adraine Bonanova. Nous avions été avisés de l'existence de cette prison par plusieurs bons camarades. (...)

Lorsque nous eûmes monté les marches qui mènent à la prison, nous trouvâmes le chemin barré par deux gardiens, armés de fusils et baïonnette au canon. Nous présentâmes notre autorisation du directeur des prisons et du ministre de la Justice pour visiter les prisons et un mot fut envoyé à l'intérieur. Alors un officier apparut, qui regarda nos autorisations avec un mépris évident. Il nous informa qu'il ne recevait pas d'ordres du directeur des prisons ou du ministre de la Justice, car ce n'étaient pas là ses patrons. Nous lui demandâmes alors qui était son patron, et il nous donna une adresse, celle du quartier général de la Tchéka. Son refus de nous permettre de visiter la prison et les prisonniers était total et définitif. (...)

Nous allâmes donc au quartier général de la Tchéka, Puerta del Angel 24. Nous entrâmes dans une cour et par un couloir dans une pièce intérieure qui avait toute l'apparence d'un lieu de détention. Nous remarquâmes qu'il y avait sur la table un grand nombre de livres de propagande russes et de journaux communistes, et aucune autre sorte de livres ou de journaux.

Après un court délai, une jeune femme entra, qui nous demanda ce que nous voulions. Elle ne nous cacha pas qu'elle savait qui nous étions, et qu'on l'avait prévenue, de la prison, que nous étions en train de venir. Elle prit les pièces qui nous autorisaient à visiter les prisons. Ensuite apparurent deux jeunes hommes dont ni l'un ni l'autre n'étaient espagnols. Notre interprète qui connaît un grand nombre de langues et de pays fut convaincu par leur accent que l'un était Russe et l'autre Allemand.

Le Russe nous informa que nous ne pouvions ni voir l'intérieur de la prison ni causer avec les prisonniers. Je répondis que nous avions des autorisations du directeur des prisons et du ministre de la Justice et nous demandâmes si notre interlocuteur était plus puissant que le gouvernement, en ajoutant que si on nous refusait l'entrée, nous serions obligés, comme de juste, d'en tirer des conclusions (3).

John MAC GOVERN

(1) Nous avons scrupuleusement respecté la typographie des textes originaux (N.d.R.).

(2) On sait que sous le nom de « 3e degré », la police américaine emploie la torture (Note du traducteur).

(3) Malgré leur insistance auprès des deux officiers et l'accord tout théorique du ministre de la Justice, M. Irujo (démissionné peu de temps après de ses fonctions), les deux « observateurs » ne purent pas visiter la prison secrète de la Tchéka. « Les ministres voulaient, mais ne pouvaient pas. La Tchéka ne voulait pas, et c'était elle qui pouvait » (J. Mac Govern).

Gare aux co(q)uilles !

Claviste, monteur et correcteurs du journal, faites gaffe ! Desproges lira peut-être cet article et si le moindre défaut technique en détournait le sens, je passerais pour un con... Alors, soyez sympas (1).

JULIEN

DEPUIS le début octobre, époque à laquelle se déroulaient les premières représentations de Pierre Desproges et jusqu'à ce jour, j'ai retourné cent fois dans ma tête les phrases et les mots de cette chronique ; ce qui explique ce grand retard d'information pour les lecteurs. En effet, dès la première semaine, les comptes rendus dans la presse et sous toutes les signatures, outre qu'ils furent toujours favorables à l'artiste, avaient un point commun étrange : ils étaient tous écrits de façon correcte. Le pire des gougnafiers syntaxiques avait alors tourné de belles phrases, employant le mot juste à sa juste place, son vocabulaire mystérieusement étendu et, par dessus tout, on le sentait bien : il avait réellement assisté au spectacle qu'il décrivait (ce qui est loin d'être le cas à chaque fois, croyez-moi). Desproges a provoqué (encore) ce tour de force : maniant sur scène la langue française avec une vigueur et une justesse rares, il est arrivé à rendre intelligents et cultivés les critiques ! Nous lui sommes déjà redevables d'un grand merci.

Essayons d'être intelligents !

Mais pour moi, écrivaillon d'occasion, quel casse-tête ! Comment, mes impressions sur son tour seraient couchées moins brillamment que pour un vulgaire lecteur d'une quelconque feuille de chou ? Allons donc ! Et merde les anars ont droit eux aussi à un article brillant, bien écrit et sans fautes de syntaxe, merde alors ! En résumé, écrire sur Desproges après l'avoir entendu sur scène et après avoir lu les articles parus a de quoi vous refiler des complexes pour cinq ans. Au moins.

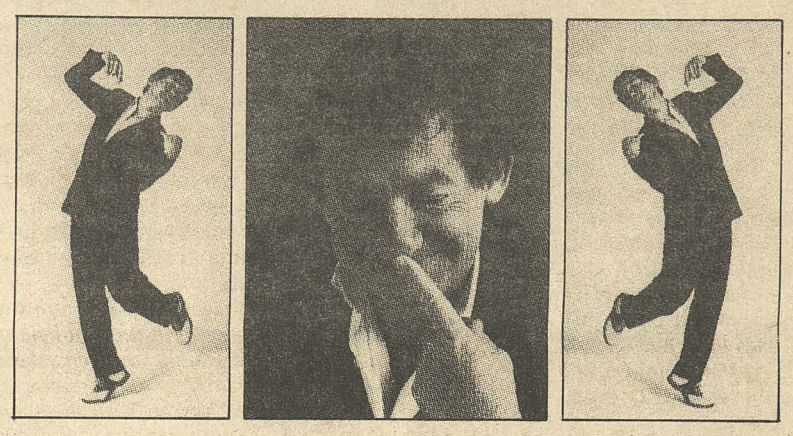
Comment en effet vous dire, à mon tour, intelligemment combien son spectacle est intelligent. Pierre, aide-moi donc aussi à avoir du talent pour que je fasse comprendre aux lecteurs cette précision dans la rouerie rigolarde, cette méticulosité à toujours choisir le trait fort au bon moment, ces accouplements d'idées destructeurs et ces trouvailles incongrues qui sont ton quotidien. Au hasard, sur Robert Boulin, obsédé de ponctualité : « *Ça va je suis dans les temps* ». Petite perle : « *Cohabite, cri d'amour du crapaud* ». Pensée : « *Les aspirations des pauvres ne sont pas très éloignées des réalités des riches* ». Lucide : « *Ne soyons pas anticommunistes primaires, il suffit de lire Karl Marx pour devenir anticommuniste secondaire*». Bon goût : « *Marguerite Duras n'a pas écrit que des conneries, elle en a filmé aussi* ».

Tout cela et plus, et mieux encore (je n'ai pas tout noté : on ne peut pas écrire quand toutes les dix secondes on est secoué par le fourire), aborde beaucoup de sujets mais s'en prend toujours à la bêtise. Non pas à la grosse connerie évidente mais à la vraie bêtise, celle du cœur. La bêtise crasse des petits racistes qui n'aiment pas les Arabes mais apprécient pourtant l'épicier maghrébin ouvert tard le soir. Ah le sketch de l'épicier arabe ! Rarement plus fraternel et plus beau a été dit sur le sujet. A mettre dès demain en explication de texte dans les collèges.

Pendant son tour on ricane, on rigole, on est ému. On sort souriants et sûrement un peu meilleurs. Bien sûr, on n'est pas mieux dans sa tête que son voisin de fauteuil (et Desproges lui-même) ; on a aussi nos petites lâchetés de tous les jours, nos bêtises, nos réflexes de

SPECTACLE

Pierre Desproges



veaux conditionnés par les médias et cela quoiqu'on fasse pour s'en corriger. Mais l'art de Desproges est de catalyser cette mauvaise herbe pour un temps, d'effacer pendant une heure et demie nos cochonneries et surtout de ne pas faire rire facilement en séparant le monde en deux : les cons — les autres —, les types bien — nous — qui sommes là ce soir. C'est d'ailleurs pratiquement dit sur scène mais bien évidemment à contrario, Desproges oblige.

Le fier Sicourbe se cambre

Surtout pendant ce spectacle où vous irez toutes affaires cessantes, ouvrez bien vos oreilles : ne perdez pas un seul mot, pas une mimique, vous seriez largué pendant dix minutes. Il existe (enfin !) un spectacle drôle qui fait plus appel à la comprenette qu'au systématique ou aux « trucs » même très bien ficelés. Dans la foulée, tordons le cou à deux ou trois connards qui ont cru bon dans leurs articles d'insister sur la prestation purement scénique de Desproges. A les lire, il a encore fait des progrès par rapport à son spectacle de 1984. Ça va devenir le Vartan du sketch. Et merde c'est pas bientôt fini vos conneries ? Desproges a son allure à lui, ses expressions de visage à lui, son aisance (eh oui) à lui, ses (fausses) hésitations rien qu'à lui. Lâchez-nous, vous à qui il pourrait apprendre votre métier, et qui voudraient lui apprendre le sien.

Pour conclure un petit joyau, texte de Desproges présentant son nouveau spectacle. On n'est jamais si bien servi, etc. « *Après un triomphe époustouflant au Théâtre Fontaine à Paris l'hiver 84, suivi de deux tournées fracassantes dans 200 villes de la francophonie qui l'amenèrent jusqu'à Massy-Palaiseau en passant par Montréal et la Suisse romande, c'est pourtant pas le chemin, Pierre Desproges, le comique réactionnaire français, revient, seul en scène, avec une inspiration et un pantalon rénovés.*

« Ce nouveau spectacle, d'une facture un peu moins sophistiquée que le premier afin d'être plus compréhensible à l'entendement des plus cons, se composera d'une série de vrais sketches avec des vrais morceaux de bravoure entiers dedans, reliés entre eux par une bassesse d'inspiration qui volera au-dessous de la ceinture du moindre nain, malgré quelques bouffées de tendresse qui pourraient se compter sur les doigts de la main du baron Empain.

« L'auteur-interprète ne craindra pas d'aborder dans ce déballage exhibitionniste des sujets aussi variés que la psychanalyse, le racisme, les idéologies totalitaires ou le trou du cul.

« Tout ça à partir du 1er octobre 1986 au Théâtre Grévin qui est très très joli et chaleureux quoique plus petit que le stade du Heysel de Bruxelles. Ce sera vraiment très très bien, je sais de quoi je parle. »

Dernière minute : la C.N.C.L. a interdit la rediffusion de l'émission « Boîte aux lettres » où figurait comme invité François Léotard avec commentaires de Pierre Desproges. J'ai vu l'émission en direct ; je peux vous assurer que l'intervention, d'ailleurs courte, de Desproges fut un festival de vacheries réjouissantes. En somme un pur chef-d'œuvre de rosserie. Léotard complètement suffoqué ne put qu'en sourire, jaune certes, mais en sourire quand même.

En revanche Michel Droit, le fier Sicourbe, se cambre : il est le représentant de l'académie à la C.N.C.L. (sans doute parce qu'il est pratiquement le seul qui peut aller aux réunions sans l'aide d'une canne ou d'un poumon d'acier, vu l'état avancé des guignols) et il n'a manifestement pas apprécié ni la réflexion définitive de Desproges à l'antenne : « *Qu'associer Michel Droit au mot liberté était obscène* » ni autres joyeusetés du même tabac.

Frottons-nous les mains : Michel Droit poursuivi par Desproges, ça risque de faire rire dans les chaumières. Il est bien dommage que le ridicule ne tue plus.

Pour tout cela merci.

J.-J. JULIEN

Pierre Desproges au Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9e (tél. : 42.46.84.47), pour les prolongations renseignez-vous. Contact scène : tél. 43.67.20.00. Tournée en province pour janvier 1987 : le 12 à Nîmes, 13 à Montauban, 15 à Albi, 16 à Aurillac, 17 à Angoulème, 20 à Parthenay, 21 à Bayonne, 22 à Pau, 23 à Tarbes, 24 à Bordeaux, 27 à Béziers, 28 et 29 à Marseille, 30 à Cavaillon, 31 à Miramas. Pour les autres mois, le Monde libertaire *ne manquera pas de vous tenir informés (ainsi que pour la tournée prévue de Guy Bedos).*

Bibliographie :

- *« Manuel de savoir-vivre à l'usage des rustres et des malpolis », 27 F ;*
- *« Vivons heureux en attendant la mort », 76 F ;*
- *« Dictionnaire superflu à l'usage de l'élite et des biens nantis », 27 F ;*
- *« Des femmes qui tombent », 69 F.*

Editions du Seuil, en vente à la librairie du Monde libertaire. Le texte intégral de son spectacle vient de paraître.

Discographie : Pierre Desproges, spectacle 84 enregistré au Théâtre Fontaine, ESP/RCA PL 70313.

(1) C'est toi qui n'est pas sympa ! Tu nous prends pour des nuls, alors que l'on corrige ton article et qu'on y met des intertitres ! (N.d.R.)

UN SERVICE RÉGULIER ET PRATIQUE L'ABONNEMENT

Les artistes et intellectuels de gauche entament une campagne contre Léotard, ministre de la Culture. Campagne à laquelle nous aurions pu nous associer si les contestataires en question ne réclamaient dix fois dans leur manifeste « un vrai ministre » (Rimbaud, reviens, ils sont devenus fous !)

Voici toutefois notre contribution au courant de mauvaise humeur, légitime celui-là.

Lettre ouverte à un jésuite (ministre, par ailleurs)

Monsieur Léotard,

De mauvaises langues font courir le bruit que la Culture participe à la vie, au développement et à la mutation des sociétés. Dimension aussi essentielle, paraît-il, que l'Economie et le Social, elle reste placée au cœur des rapports de forces idéologiques et politiques (vous l'avez appris à vos dépens quand, demandant le ministère de la Guerre, votre employeur vous confia celui des vidéos-clips).

Pas plus que nous, vous ne trouverez étonnant que l'Etat, monstre froid, « gère » la Culture. Les personnels gouvernementaux se succèdent aux commandes, confirmant la règle : « *les ministres de la Culture ne produisent que de la culture de ministères* ». Ainsi votre prédécesseur, croquant notoire, a-t-il tenté de contrôler et d'intégrer au système dominant les formes d'expressions les plus diverses. Subventions, copinages et show-business ont fait de lui l'Archange lumineux des Arts et des Lettres que l'on sait, distributeur automatique de médailles et de rubans (Sacha Distel et Régine n'ont pas été épargnés !).

Vous, c'est autre chose !

Votre grand « truc », votre projet reniflerait plutôt le « *fast-food* » et la sous-préfecture. Votre objectif n'est pas tant la récupération des expressions, de la pensée et des signes que leur liquidation et leur remplacement par une bouillie national-élitiste que vos amis, pétainistes recyclés dans le néo-libéralisme, mijotent dans les cuisines du *Figaro*, en Vendée ou en Afrique du Sud.

Somme toute, la tâche qu'on vous a confié semble complémentaire de celle dont s'acquitte avec délicatesse votre collègue de l'Intérieur.

Heureusement, des courants apparaissent, se forment et résistent, qui visent à rendre à la société « civile » et à ses composantes leur autonomie et leurs prérogatives en matières économique, sociale... et culturelle.

Aussi, partir serait sans doute le meilleur service que vous puissiez rendre à la Culture.

Dans nos mémoires, vous laisserez un grand vide.

Dans notre vie, puisse-t-il n'être jamais comblé.

Des anarchistes de tout poil et de toutes nationalités

Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 25 décembre

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : rétrospective 86.
« Femmes en liberté » (12 h à 14 h) : souvenirs de May Picqueray, militante anarchiste.
« Les souris et les femmes » (20 h 30 à 22 h 30) : saintes et nonnes.
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : le père Noël du jazz (les disques nouveaux).

Vendredi 26 décembre

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : revue de presse, informations, analyses et commentaires libertaires...
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : la saga de la cithare, les marionnettes chinoises, Hong-Kong pour les vacances (expériences vécues !).
« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : les surréalistes (rediffusion).

Samedi 27 décembre

« Le père Peinard » (10 h 30 à 11 h 30) : l'actualité sociale passée au crible, avec Paul Chenard, Roland Boisdeveix et Régis Faudot.
« Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : l'Association du développement de l'informatique (Geismar restructure), le syndicat Intérim-C.F.D.T. et toujours la météo syndicale.
« De bouche à orteils » (14 h 30 à 16 h 30) : 1986, bilan d'un an de chanson vivante avec les coups de cœur des animateurs (et la collaboration de Jean-Daniel Belfond de « Paroles et Musique »).

Dimanche 28 décembre

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : les délices du calendrier.
« Folk à lier » (12 h à 14 h) : rétrospective de l'année 1986 : disques, concerts, invités...
« Jazz en bleu » (14 h 30 à 16 h 30) : à propos de B. Tavernier, Charlie Parker « Be Bop » 87.
« Graffiti » (18 h 30 à 20 h 30) : Vladimir Skoda et le C.R.E.D.A.C. sont invités.

Lundi 29 décembre

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : revue de presse.

Mardi 30 décembre

« Musiques sans frontières » (14 h à 15 h 30) : spécial King Sunny Adé (musicien africain).
« Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : Séguin et le code du travail.

Mercredi 31 décembre

« Musique sur tous les toits » (10 h à 12 h) : spécial « chanté », les musiques que l'on n'entend jamais.
« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : avec le docteur Golse, les problèmes psychiatriques de l'enfant.

U.N.E.F.-I.D.

Corporatisme toute !

DEPUIS la fin des grèves étudiantes consécutive à la victoire obtenue : retrait du projet Devaquet et démission de celui-ci, tous les observateurs attendaient de voir si le mouvement allait continuer et sous quelles formes. L'attitude de la principale organisation syndicale étudiante, l'U.N.E.F.-I.D., proche du P.S., était importante à cet égard.

Rappelons pour mémoire la place qu'a eu cette organisation, durant ces quelques semaines de lutte. Dans plusieurs universités, ses sections ont pris le train de la contestation en marche et avec des réticences parfois malhabilement dissimulées par les militants de base souvent désorientés. Après des années passées à distribuer des tracts rendant compte des négociations de couloir de leurs dirigeants tant au ministère qu'au Parlement, participer à un objectif « Pas de négociations, retrait du projet ! » et fonctionner en assemblée générale, c'est dur !

Ceci dit, malgré ces quelques dérapages, l'U.N.E.F.-I.D. dans son ensemble a habilement joué le jeu de l'unité en faisant élire ses représentants par les étudiants à titre individuel dans les comités de gève, comme à la coordination nationale. Elle a toujours respecté les étudiants dans leurs mots d'ordre, tout en essayant d'empêcher le mouvement de se radicaliser, de peur de perdre le peu de contrôle qu'elle pouvait avoir sur lui. D'où le sens du coup de téléphone révélé par la presse, par lequel Darriulat (président de l'U.N.E.F.-I.D.) répondait favorablement à la demande de Chirac de calmer le jeu après le retrait du projet.

Réduire le champ de la contestation

La tactique employée pour canaliser la contestation est simple et éculée : court-circuiter les vélléités de remise en cause de l'université, et donc de la société actuelle, en essayant de mobiliser sur des mots d'ordre corporatistes. L'unité semble rompue : l'U.N.E.F.-I.D., lors de la conférence de presse de son président, jeudi 18 décembre, a bien précisé que son syndicat proposera et agira en solo, en mettant ainsi de côté les commissions « matière grise » qui se forment dans plusieurs universités.

Sa revendication centrale est l'ouverture de l'université à deux millions d'étudiants. Pourquoi deux millions ? Pourquoi faire ? Aucune réponse de fond n'est abordée. A Paris, l'U.N.E.F.-I.D. propose l'ouverture d'une quatorzième université dès la rentrée 87. Puis suit le catalogue classique des revendications étudiantes : ticket restau U., aide sociale, accueil des bacheliers, concertation avec les lycéens.

En revanche, aucune campagne ou réflexion sur le dernier mouvement, la répression, la place de l'étudiant dans la société. Ce serait faire de la politique, peut-être ? Mais elle a largement fait campagne contre l'apartheid. Gueuler sur ce qui se passe là-bas est moins risqué que de dénoncer ce qui se produit ici. Pour ses aspirants bureaucrates, il ne faut pas allumer un incendie que le P.S. ne pourrait éteindre. Il est encore permis d'espérer que la vigilance des étudiants contre toute récupération saura déjouer ces manœuvres. Plus que jamais, il faut continuer à se battre pour une véritable autonomie offensive des luttes.

DENIS
(Gr. Sabate)

Commission « réforme » de Jussieu

DÈS le début du mouvement, une commission « réforme » (composée essentiellement d'étudiants) s'est créée à Jussieu, comme dans les autres facultés. Son but originel était au départ l'étude et l'analyse du projet Devaquet. La conclusion de cette première étude, nous la connaissons car c'est sur ses principaux points que portaient les révendications étudiantes. La seconde étape a été d'établir une comparaison entre les lois Savary, les réformes de Chevènement et le projet Devaquet. La commission qui travaillait sur la question s'est bien vite aperçu que ces différents textes, bien que différents sur la forme, abondaient dans le même sens.

Les premiers travaux de débroussaillage des projets étant faits, l'idée de proposer un contre-projet planait au sein de la commission. Cependant, il y eut de nombreuses discussions entre ses membres qui ne s'estimaient pas représentatifs de l'ensemble des étudiants et qui pensaient qu'il était difficile d'établir un contre-projet sur l'université ne sachant pas qu'elles étaient les optiques de chacun sur la question. Aussi l'idée d'un questionnaire sur l'université a-t-elle jailli et après une concertation, celui-ci a été élaboré et diffusé à la majorité des étudiants. Plus d'un millier de réponses sont parvenues et parmi les premières conclusions, l'idée d'une nécessité de refonte de l'université domine car dans son ensemble elle ne satisfait pas les étudiants.

Il y eut un léger incident peu avant le 4 décembre, car deux personnes du comité de grève sont intervenues au sein de la commission pour indiquer que celle-ci n'avait pas rempli son mandat de proposer un contre-projet et non pas de se livrer à un travail d'enquête. C'est à ce moment que la commission « réforme » a changé d'intitulé et s'est auto-proclamée « commission de réflexions et de propositions sur l'université ». Aujourd'hui, les structures du mouvement ayant été dissoutes, cette commission existe malgré tout, sous une autre forme, à savoir des commissions par thème, et intègre non seulement des étudiant mais également des membres du personnel ATHOS et des enseignants.

Le but reste la préparation des Etats Généraux de mars et donc de travailler en vue de faire des propositions. Le problème que l'on rencontre actuellement est celui des enseignants, qui ont un rôle ambigu : intéressés pour faire un bilan du mouvement et des propositions quant aux différents diplômes, mais que le bât blesse lorsque l'on aborde la question de leurs statuts. Les vacances arrivent à point. Il s'agit qu'à la rentrée toutes les commissions confrontent leurs travaux et de rester vigilant quant au travail qui sera effectué : à savoir un réel projet d'une « autre » université.

MARTINE

LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

• RÈGLEMENTS DE COMPTE. Malgré les rumeurs qui circulent, aucun accord n'est intervenu entre banques et organisations de consommateurs. Celles-ci étaient prêtes à discuter l'éventualité d'une tarification des chèques à condition que cette discussion s'inscrive dans le cadre global d'une négociation visant à rationaliser l'usage des titres de paiement et qui prévoit des contreparties sensibles pour les usagers.
Pour les banquiers, il n'en est pas question. D'accord pour un report de tarification au 1er avril, à condition que son principe ne soit pas remis en cause. D'autre part, pas d'accord directe avec les organisations de consommateurs. Dans ce contexte, impossible de trouver un terrain d'entente, encore moins de s'accorder sur un protocole d'accord. Les négociations ont donc été rompues.
Les organisations de consommateurs appellent donc à s'opposer par tous les moyens adaptés à la tarification ; à signifier, notamment au niveau local, le refus de la tarification. Les chèques « barrés », impossibles à traiter automatiquement, sont un moyen de pression (les services des impôts, ainsi que les grandes surfaces, les acceptent). A ce propos, le chèque édité par Radio-Libertaire est plus que jamais disponible, gratuitement, au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• NOËL EN CHIFFRES. Pour 71% des Français, Noël est avant tout une fête en famille et entre amis. (Elle n'est, de plus, une fête religieuse que pour 39%.) Les prêtres perdent du terrain, soit. Les commerçants restent les vrais bénéficiaires de la période des fêtes de fin d'année.
Le budget des consommateurs est conséquent (1 240 F de dépenses prévues pour Noël en moyenne pondérée). Bien sûr des écarts subsistent (15,4% dépenseront moins de 500 F, 4,1% plus de 3 000 F). Si les consommateurs voient dans cette fête un prétexte à la convivialité (ce qui est bien), constatons que l'accès à la convivialité ne s'ouvre pas, pour tous, aussi facilement (chiffres : RES-AFOC).
L.L.

POLÉMIQUE SUR LA MORT DE MALIK

De qui se moque-t-on ?

LE 7 décembre dernier, toute la France découvrait à la une des journaux la photo de Malik Oussekine gisant sur le trottoir, ensanglanté, que les secouristes essaient vainement de ranimer. Tous les témoignages concordent : le jeune étudiant vient d'être tabassé par les voltigeurs de la police, devant le 20, rue Monsieur-le-Prince.

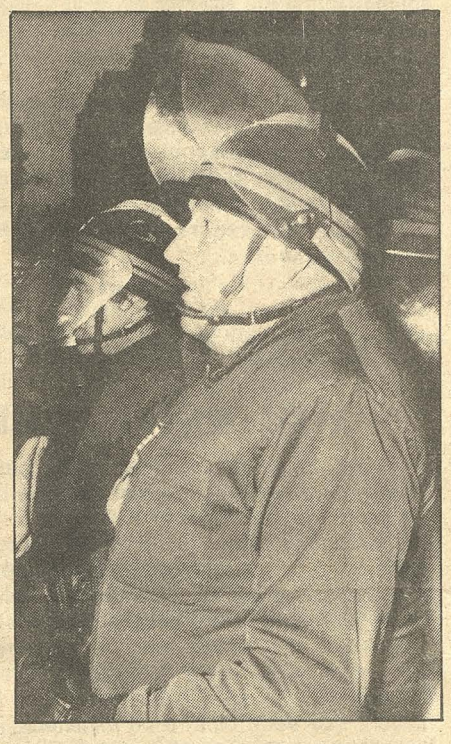
Or, depuis la mort de Malik, il se trouve une foule d'esprits curieusement cartésiens pour s'interroger à longueur de colonnes : de quoi l'étudiant est-il mort ? « *D'une décompensation cardiaque créée par l'état pathologique rénal antérieur du patient* », répond le communiqué du procureur de la République. Malik est donc mort d'une crise cardiaque due à des troubles rénaux. Quoi de plus banal ?

Certes les médecins venus examiner le corps à la demande de la famille ont constaté un hématome péri-oculaire, un autre au front, une fracture du nez, une abrasion de la joue droite... Encore les médecins n'ont été autorisés à examiner le cadavre qu'à travers la vitre de l'Institut médico-légal. Mais nous ignorons que les « décompensations cardiaques » causaient de tels effets secondaires...

La presse de droite se met à insister lourdement sur la fragilité de Malik. La palme revient une fois encore au *Figaro*, qui écrit : « *Sans nier que les coups soient liés au processus de mort (...) est-il bien nécessaire d'entretenir une polémique extrêmement malsaine ?* » On vous le demande. La presse de gauche alimente elle aussi cette polémique absurde, dans un but différent. Si l'enterrement de Malik a rassemblé des centaines de milliers de jeunes, c'est que Malik fait vendre. On vendra donc la mort de Malik, quitte à reprendre toutes les pseudo-informations tels le bilan de santé de Malik, l'histoire fumeuse du revolver retrouvé à proximité du cadavre... Nous attendons avec impatience de voir publier les premières amours de Malik, ses enfants cachés, ses chagrins d'amour...

Malik est-il mort des coups reçus ou d'un arrêt cardiaque dû à la terreur et à la maladie ? Quelle importance ? Espère-t-on trouver là des circonstances atténuantes aux brutes qui, quoi qu'il en soit, ont assassiné un jeune homme de 22 ans ? Malik est mort victime de la police. Abdel a été victime de la cuite d'un autre policier. François Rigal a perdu un œil suite à un tir tendu de grenade lacrymogène. Une dizaines d'autres jeunes ont été estropiés. Et, malgré les lamentables tentatives de « diversion », il s'agit là de crimes que nous n'oublierons pas.

PASCALE



Des nouvelles de François Rigal

NOTRE camarade François Rigal, membre de la Fédération anarchiste (groupe de Brest), victime de la sauvagerie policière lors des manifestations étudiantes et lycéennes, est toujours hospitalisé à l'hôpital de la Pitié-Salpétrière. Les visites sont toujours interdites et, outre son œil définitivement perdu, il ne peut pas encore parler. D'après ses proches parents, son moral est bon.

Le plus curieux est la conspiration du silence qui est faite autour de toutes les victimes de la répression. Il est en effet pratiquement impossible d'avoir des nouvelles sérieuses des nombreux blessés. C'est un black-out qui pour l'instant nous est imposé. Il semble que tout soit fait pour que la situation des hospitalisés soit oubliée. Plus que jamais nous devons faire preuve de vigilance et de solidarité.

J.-P. G.